



# JOURNAL OFFICIEL

DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

## LOIS ET DECRETS

ARRETES, DECISIONS, CIRCULAIRES, AVIS, COMMUNICATIONS, INFORMATIONS ET ANNONCES

PARAISSENT LE 1<sup>er</sup> ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOME

### ABONNEMENTS

Togo France et autres Pays d'expression française 1 an		6 mois
Ordinaire	1.300 lrs	800 lrs
Avion	3.300 lrs	1.700 lrs
ETRANGER 1 an		6 mois
Ordinaire	1.600 lrs	900 lrs
Avion	3.750 lrs	2.300 lrs
PRIX	Au comptant à l'imprimerie : 75 lrs	
	Par porteur ou par poste :	
	Togo, France et autres Pays d'expression	
	française 90 lrs	
NUMERO	Etranger Port en sus.	

### ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements, annonces et réclamations s'adresser à l'EDITOGO B. P. 891 — Tél: 37-18 — LOMÉ

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des quatre trimestres.

Les abonnements et annonces sont payables d'avance

### ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	80 lrs
minimum	250 lrs
Chaque annonce répétée : moitié prix :	
minimum	250 lrs

DIRECTION, REDACTION ET ADMINISTRATION :  
CABINET DU PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE  
TÉLÉPHONE 27-01 — LOMÉ

## SOMMAIRE

### PARTIE OFFICIELLE

#### ACTES DU GOUVERNEMENT DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE

LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS

### ARRETES ET DECISIONS

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE  
CHARGE DE L'INTERIEUR

1972

6 mai — Arrêté n° 63-INT/STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des communes de Lomé et de Bassari	248
6 mai — Arrêté n° 64-INT-STCS portant autorisations spéciales de dépenses sur le budget de la circonscription de Bassari	248
6 mai — Arrêté n° 66-INT/STCS portant annulations et ouvertures de crédits au budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1972	249
9 mai — Arrêté n° 74-INT/DSN/DAPM fixant la suppression de solde relative à certaines punitions disciplinaires d'ordre intérieur applicables aux fonctionnaires du cadre spécial de la sûreté nationale	248
Arrêtés et décision portant titularisation, nominations, passage automatique d'échelon, rappel à l'activité et admission à la retraite	249

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

1972

28 avril — Arrêté n° 144-MFE/CR portant concession d'une pension militaire à M. Kotoko Finiki	249
28 avril — Arrêté n° 145-MFE/CR accordant une rente viagère d'invalidité à M. Agbenossi Tossou Michel	250
28 avril — Arrêté n° 146-MFE/CR accordant une rente viagère d'invalidité à M. Abatan Prudence	250
28 avril — Arrêté n° 147-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Kombaté Dame	250
28 avril — Arrêté n° 148-MFE/CR portant concession d'une pension militaire à M. Tchicre Abaloutchou Makedjéne	250
28 avril — Arrêté n° 149-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Keme Kowovi Gabriel	250
28 avril — Arrêté n° 150-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Atebena Sangui	250
2 mai — Arrêté n° 152-MFE/CR portant concession de pensions aux ayants-cause de M. Klidjo Dansou	251
4 mai — Décision n° 452-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au centre international des stages à Paris	251
8 mai — Décision n° 460-MFE/F accordant une subvention à l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO) à Lomé	251
8 mai — Décision n° 461-MFE/F accordant une subvention à la fédération togolaise de cyclisme à Lomé	251
8 mai — Décision n° 462-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au profit de l'Afrique-Express à Paris	251
8 mai — Décision n° 463-MFE/F portant autorisation de paiement d'une somme au comité inter-Etats d'étude hydraulique à Ouagadougou	251

#### MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

Décision portant nomination	251
-----------------------------	-----

SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE CHARGE  
DU COMMERCE, DU PLAN, DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME  
1972

28 avril — Arrêté n° 6-SECIPT/DCIP portant fixation du prix  
du sucre ..... 252

MINISTERE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES SOCIALES  
ET DE LA FONCTION PUBLIQUE

1972

20 avril — Arrêté n° 260-MFP portant promotion dans le corps  
du personnel de la statistique générale .. 252

28 avril — Arrêté n° 305-MFP portant promotion dans le corps  
du personnel de la statistique générale .. 252

Arrêtés et décisions portant intégrations, admission dans di-  
vers corps de la fonction publique, titula-  
risations, passages automatiques d'éche-  
lon, régularisation de situation administra-  
tive, rappel à l'activité, détachements, ra-  
diation, mise en disponibilité, classements,  
admission à la retraite et rectificatifs à  
de précédents arrêtés portant admission  
à la retraite et promotion ..... 252

MINISTERE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES  
ET DES TRANSPORTS

1972

2 mai — Arrêté interministériel n° 23-MTF/MFE portant ap-  
probation du tarif des droits du port auto-  
nome de Lomé ..... 268

13 mai — Arrêté n° 24-MTF fixant les modalités d'applica-  
tion du décret n° 71-207 du 18 novembre  
1971 créant une direction de la météorolo-  
gie nationale ..... 269

Décision portant remise à la disposition de la direction de la  
météorologie du personnel servant à l'A  
SECNA ..... 270

**DIVERS**

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE  
CHARGE DE L'INTERIEUR

Arrêté portant nomination d'un agent d'état-civil ..... 270

MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

Arrêtés et décisions portant vente de terrain, octroi d'allica-  
tions scolaires et approbation de rôles .... 270

**PARTIE NON OFFICIELLE**

**AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES**

Communiqué du ministre des travaux publics, des mines et  
des transports ..... 271

Avis d'appel d'offres (construction à Lomé d'un building des  
affaires économiques) ..... 271

Avis d'appel d'offres (Construction d'un centre de stockage  
céréaliier à Togblékopé) ..... 272

**PARTIE OFFICIELLE**

**ACTES DU GOUVERNEMENT  
DE LA REPUBLIQUE TOGOLAISE**

**LOIS, DECRETS, ORDONNANCES, ARRETES ET DECISIONS**

**ARRETES ET DECISIONS**

MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE  
CHARGE DE L'INTERIEUR

*ARRETE N° 74/INT/DSN/DAPM du 9-5-72 fixant la sup-  
pression de solde relative à certaines punitions discipli-  
naires d'ordre intérieur applicables aux fonctionnaires du  
cadre spécial de la sûreté nationale.*

LE MINISTRE DE L'INTERIEUR,

Vu le décret n° 67-114 du 18 mai 1967 portant attributions du  
ministre et organisation du ministère de l'intérieur ;

Vu l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 relative au statut spécial  
des personnels de police de la République togolaise et portant statut  
des fonctionnaires du cadre spécial de la sûreté nationale ;

Vu le décret n° 69-122 du 10 juin 1969 portant modalités d'appli-  
cation de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 susvisée et fixant les  
statuts particuliers des différents corps du cadre spécial de la sûreté  
nationale ;

Vu le décret n° 69-124 du 12 juin 1969 instituant une indemnité  
de risques en faveur des fonctionnaires du cadre spécial de la sûreté  
nationale ;

Vu l'arrêté n° 39/INT/FP du 12 juin 1967 fixant les règles en ma-  
tière de discipline applicables aux corps des fonctionnaires de police ;

Vu la note de service n° 399/DSN-DAPM du 10 mars 1972 du di-  
recteur de la sûreté nationale faisant une mise au point sur la façon  
dont doivent être infligées les punitions disciplinaires,

**ARRETE :**

Article premier — La solde de tout fonctionnaire de  
police qui ferait l'objet de consigne ou de salle de discipline  
sera supprimée pour le nombre de jours qu'aura duré sa puni-  
tion.

Art. 2 — Le directeur de la sûreté nationale et le direc-  
teur des finances sont chargés, chacun en ce qui le concerne,  
de l'exécution du présent arrêté qui prend effet à compter de  
la date de sa signature et qui sera enregistré, publié com-  
munié par tout où besoin sera.

Lomé, le 9 mai 1972

B. Lambony.

Arrêté n° 63-INT-STCS du 6-5-72 — Sont accordées des  
autorisations spéciales de dépenses sur les budgets des com-  
munes de Lomé et Bassari, exercice 1972, représentant le dou-  
zième des budgets de l'exercice 1971 pour faire face aux  
dépenses du mois d'avril 1972.

Arrêté n° 64-INT-STCS du 6-5-72 — Sont accordées des  
autorisations spéciales de dépenses sur le budget de la circons-  
cription de Bassari, exercice 1972, représentant le douzième  
du budget de l'exercice 1971 pour faire face aux dépenses du  
mois d'avril 1972.

### Annulations et ouvertures de crédits

Arrêté n° 66-INT-STCS du 6-5-72 — Sont approuvées, les annulations de crédits aux chapitres et articles ci-après du budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1972 :

<i>Chapitre V</i> — Dépenses ordinaires de matériel et travaux d'entretien —	
Article 4 — Entretien et fonctionnement des véhicules .....	150.000
<i>Chapitre VIII</i> — Services sociaux (matériel) —	
Article 4 — Ambulance .....	50.000
	200.000

Est approuvée l'ouverture de crédits aux chapitre et article ci-après du budget primitif de la circonscription de Pagouda, exercice 1972 :

<i>Chapitre XII</i> — Autres dépenses extraordinaires —	
Article 1 — Acquisitions .....	200.000

### Titularisation — Nominations

Arrêté n° 68/INT/DSN/DAPM du 6-5-72 — M. Dussey Sébastien, gardien de la paix stagiaire, qui a accompli la période de stage réglementaire, est titularisé dans son emploi et avancé comme suit :

- 1-7-71 — gardien de la paix 1<sup>er</sup> échelon
- 1-2-72 — gardien de la paix 2<sup>e</sup> échelon.

Arrêté n° 70/INT/DSN/DAPM du 6-5-72 — En application des dispositions prévues par les articles 48 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et 22 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les élèves-officiers de police ci-dessous désignés sont nommés officiers de police stagiaires (indice 900 — chapitre 14 — article 7 du budget général), aux dates ci-après :

- 1-10-71 — Sodatonou Léonard
- 15-1-72 — Lamboni Zacharie.

Pendant toute la durée de leur situation de fonctionnaires stagiaires, les intéressés :

1) ne seront pas assujettis à l'exercice des retenues pour constitution de pension de retraites, conformément aux dispositions prévues par l'article 61 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ;

2) bénéficieront de l'indemnité de risques, conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> du décret n° 69-124 du 12 juin 1969 aux taux d'officiers de police.

Arrêté n° 72/INT/DSN/DAPM du 6-5-72 — En application des dispositions prévues par les articles 48 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 et 61 du décret n° 69-122 du 10 juin 1969, les élèves-gardiens de la paix ci-dessous désignés sont nommés gardiens de la paix stagiaires (indice 325 — chapitre 14, article 7 du budget général), à compter du 15 mars 1972 :

Asso Yaya  
Azanledji Kossivi Basile  
Dogbe Kossi Lorsine  
Yamba Komlan.

Pendant toute la durée de leur situation de fonctionnaires stagiaires, les intéressés :

1) ne seront pas assujettis à l'exercice de retenues prévues pour constitution de pension de retraite, conformément à l'article 61 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969 ;

2) bénéficieront de l'indemnité de risques, conformément aux articles 1<sup>er</sup> et 5<sup>e</sup> du décret n° 69-124 du 12 juin 1969, aux taux de gardiens de la paix.

### Passage automatique d'échelon

Décision n° 44/INT/DSN/DAPM du 6-5-72 — En application des dispositions prévues par les articles 66 et 87 de l'ordonnance n° 11 du 10 juin 1969, est constaté l'avancement automatique d'échelon du fonctionnaire ci-dessous désigné, du corps des officiers de police du cadre spécial de la sûreté nationale :

*Au grade d'officier de police de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*

*A compter du 1<sup>er</sup> octobre 1971*

Hor Kokou Samuel, officier de police de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

### Rappel à l'activité

Arrêté n° 65/INT/DSN/DAPM du 6-5-72 — Les fonctionnaires du cadre spécial de la sûreté nationale ci-dessous désignés, suspendus de leurs fonctions pour une durée de trois (3) mois par arrêté n° 11-INT-DSN-DAPM du 12 janvier 1972, sont rappelés à l'activité pour compter du 11 avril 1972 :

Tetou Biléza, gardien de la paix 6<sup>e</sup> échelon  
Lawson Alfred, gardien de la paix 3<sup>e</sup> échelon.

### Retraite

Arrêté n° 69/INT/CGC du 6-5-72 — Les gardiens de circonscription de 1<sup>ère</sup> classe Piassa Gaston, Yola Abdou du détachement d'Atakpamé, Evalo Eko du détachement de Lama-Kara, et Deregnon Mama du détachement de Bassari sont admis à faire valoir leurs droits à la retraite après 20 ans de services effectifs, pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972. Dans la limite de leurs droits, ils pourront prétendre à un congé libérable de deux mois, valable du 1<sup>er</sup> mai au 30 juin 1972 inclus, délai de route compris avec solde de présence, et pourront bénéficier de la gratuité de transport pour eux et leurs familles en vue de rejoindre leurs foyers.

Les intéressés seront rayés des contrôles du corps des gardiens de circonscription pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972.

## MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

### Concession de pensions de retraite, de veuve et d'orphelin

Arrêté n° 144-MFE-CR du 28-4-72 — Une pension militaire proportionnelle (pourcentage 48%) au montant annuel de cent sept mille huit cent vingt (107.820) francs payable comme suit :

quatre vingt quatre mille deux cent quatre vingt seize (84.296) francs sur les fonds de l'Etat français pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1963 ;

vingt trois mille cinq cent vingt quatre (23.524) francs sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> février 1972 à M. Kotoko Finiki, gardien de circonscription de 1<sup>ère</sup> classe 6<sup>e</sup> échelon n° mle 029 du corps du personnel des gardiens de circonscription du Togo (indice 500) admis à la retraite.

M. Kotoko Finiki pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> février 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Afoua, née en 1959  
Yao, né le 10 février 1961  
Parfait, né en 1963  
Pauline, née le 27 août 1964  
Kossi, né le 9 mars 1969.

Arrêté n° 145-MFE-CR du 28-4-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Agbenossi Tossou Michel, contremaître de 1<sup>ère</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo en retraite, une rente viagère d'invalidité au taux de 40% du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à trente cinq mille neuf cent quarante (35.940) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972.

Arrêté n° 146-MFE-CR du 28-4-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à M. Abatan Prudence, contremaître principal de classe exceptionnelle du corps du personnel des chemins de fer et wharf du Togo en retraite, une rente viagère d'invalidité au taux de 40% du minimum vital.

Le montant annuel de la rente viagère d'invalidité accordée ci-dessus est fixé à trente et un mille quatre cent quarante huit (31.448) francs pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1970.

Arrêté n° 147-MFE-CR du 28-4-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Kombate Lawampo (née Lamoutidja), épouse de M. Kombate Dame, soldat de 1<sup>ère</sup> classe n° mle 14070 du corps du personnel des forces armées togolaises (indice 420, pourcentage 35%) en retraite décédé le 28 décembre 1970, une pension de veuve au taux annuel de trente trois mille vingt (33.020) francs pour compter du 11 avril 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo une pension temporaire d'orphelin fixée à six mille six cent quatre (6.604) francs pour compter du 11 avril 1971 à chacun des orphelins désignés ci-dessous :

Yédouma, né le 7 février 1962  
Justine, née le 7 août 1963  
Nouguemboim, née le 18 avril 1964  
Anne, née le 25 mars 1965  
Omer, né le 9 septembre 1965  
Boulihabé, né le 20 février 1966.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions d'orphelin attribuées ci-dessus ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les émoluments attribués aux orphelins susdénommés seront versés entre les mains de M. Boutou Djabiré, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 148-MFE-CR du 28-4-72 — Une pension militaire pour ancienneté (pourcentage 61%) au montant annuel de cent quinze mille quatre vingt seize (115.096) francs payable sur les fonds de la caisse de retraites du Togo pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972, de cent trente deux mille sept cent vingt (132.720) francs sur les fonds de l'Etat français à compter du 1<sup>er</sup> février 1963 à M. Tchicre Abaloutchou Makedjéne, soldat de 1<sup>ère</sup> classe n° mle 50-987-14312 du corps du personnel du 1<sup>er</sup> régiment interarmes togolais (indice 420) admis à la retraite.

Par application des dispositions de l'article 16 du décret n° 64-6 du 14 janvier 1964, l'intéressé conserve la pension servie par la France, celle-ci étant plus avantageuse.

M. Tchicre Abaloutchou Makedjéne pourra prétendre, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972 sur justification de ses droits, au bénéfice des allocations familiales au titre de ses enfants (du 1<sup>er</sup> au 8<sup>e</sup> rang) ci-après désignés :

Akparo, né le 28 novembre 1953  
Ablan, née le 16 août 1955  
Eugénie, née le 20 décembre 1963  
Elise, née le 4 août 1964  
Komi, né le 24 juillet 1965  
Célestine, née le 1<sup>er</sup> octobre 1967  
Pauline, née le 15 juin 1968  
Claudine, née le 6 juin 1971.

Arrêté n° 149-MFE-CR du 28-4-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Keme Adjoavi Martha (née de Souza), épouse de M. Keme Kowovi Gabriel, adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel de l'administration générale (indice 800, pourcentage 58%) décédé le 5 janvier 1971, une pension de veuve au taux annuel de cent quatre mille deux cent vingt quatre (104.224) francs pour compter du 1<sup>er</sup> février 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse, une pension temporaire d'orphelin fixée à vingt mille huit cent quarante quatre (20.844) francs l'an pour compter du 1<sup>er</sup> février 1971 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

John, né en 1954  
Urbain, né le 24 mai 1956  
Daniel, né le 12 décembre 1956  
Paul, né le 14 juillet 1959  
Paulina, née le 14 juillet 1959  
Calixte, né le 14 octobre 1961  
Souzane, née le 31 juillet 1967  
Désiré, né le 2 octobre 1970.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Keme Kouassivi Léonard, tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 150-MFE-CR du 28-4-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme veuve Atebena Jeanne (née Ekan), épouse de M. Atebena Sangui, gardien de circonscription de 1<sup>re</sup> classe 5<sup>e</sup> échelon du corps des gardiens de circonscription du Togo (indice 400, pourcentage 32%) décédé le 17 juin 1969, une pension de veuve aux taux annuel de :

— Vingt six mille cent quarante (26.140) francs pour compter du 17 octobre 1969 ;

— Vingt huit mille sept cent cinquante deux (28.752) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse à chacun des orphelins désignés ci-après :

Ayékémé, née le 5 août 1956  
Assana, née le 25 septembre 1962  
Yitankata, née en 1964  
Adji, né le 8 novembre 1966

une pension temporaire d'orphelin fixée à cinq mille deux cent vingt huit (5.228) francs pour compter du 17 octobre 1969 ;

Cinq mille sept. cent cinquante deux (5.752) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Naroukou Théodore, administrateur des biens et tuteur des orphelins du de cujus.

Arrêté n° 152/MFE/CR du 2-5-72 — Il est attribué sur les fonds de la caisse de retraites du Togo à Mme Klidjo Woblado Hélène (née Amah), épouse de M. Kidjo Dansou, ouvrier principal 3<sup>e</sup> échelon (indice 630, pourcentage 71 %) décédé le 16 novembre 1968 une pension de veuve au taux annuel de quatre vingt onze mille trois cent quarante (91.340) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1968 et à cent mille quatre cent soixante douze (100.472) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

Par application des dispositions de l'article 22, paragraphe 2 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, il est alloué à Mme veuve Klidjo Woblado Hélène (née Amah) une majoration pour famille nombreuse au taux de 10% de sa pension principale au titre de ses enfants ci-après désignés :

Christian, né le 8 mars 1946;  
Ayovi, né le 15 juillet 1948;  
Georges, né le 11 février 1951.

Le montant annuel de la majoration allouée ci-dessus est fixé à neuf mille cent trente six (9.136) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1968 et à dix mille quarante huit (10.048) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971.

Il est également alloué sur les fonds de la même caisse une pension temporaire d'orphelin fixée à dix huit mille deux cent soixante huit (18.268) francs pour compter du 1<sup>er</sup> décembre 1968 et à vingt mille quatre vingt seize (20.096) francs pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 à chacun des orphelins mineurs du de cujus dénommés ci-après :

Georges, né le 11 février 1951  
Cyprien, né le 14 septembre 1953  
Paulina, née le 26 janvier 1956  
Emile, né le 1<sup>er</sup> juin 1958  
Rosaline, née le 3 septembre 1961  
Urbain, né le 25 mai 1966  
Anatole, né le 3 juillet 1968.

En vertu de l'article 23, paragraphe 3 de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963, les pensions attribuées aux orphelins ci-dessus désignés ne peuvent pas au total être inférieures au montant des avantages familiaux dont bénéficiait leur père.

Payables jusqu'à l'âge de 21 ans révolus des enfants, les pensions temporaires d'orphelin accordées ci-dessus seront versées entre les mains de M. Koumotou Michel, tuteur des orphelins du de cujus.

## Subventions

Décision n° 460-MFE-F du 8-5-72 — Une subvention complémentaire de vingt cinq millions (25.000.000) de francs est accordée à l'établissement national des éditions du Togo (EDITOGO), compte dépôt trésor n° 89, au titre de l'année 1972.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 39, article 2.

Décision n° 461-MFE-F du 8-5-72 — Une subvention de cent mille (100.000) francs est accordée à la fédération togolaise de cyclisme, compte CNCA n° 45-A à Lomé.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 40, article 3, paragraphe 2.

## Autorisations de paiement

Décision n° 462 MFE-F du 8-5-72 — Est autorisé le paiement à l'ordre de l'Afrique-Express, compte n° 37 100.007 T crédit lyonnais 19, bd des italiens Paris 9<sup>e</sup>, de la somme de quatre millions cinq cent mille (4.500.000) francs cfa pour la diffusion suivie et la meilleure information économique possible sur la République togolaise.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 36, article II.

Décision n° 463/MFE/F du 8-5-72 — Est autorisé le paiement au profit du Comité Inter-Etats d'étude Hydraulique, compte C.I.E.H. n° 005 725 C.B.A.O à Ouagadougou (Haute-Volta), de la somme de un million (1.000.000) de francs CFA au titre de la contribution togolaise année 1972 au fonctionnement de cet organisme.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 39, article 3, paragraphe 2.

Décision n° 452/MFE/F du 4-5-72 — Est autorisé le paiement au profit du centre international des stages, à son compte N° 211-753 B.N.P. agence Victor Hugo à Paris de la somme de dix millions (10.000.000.) de francs CFA représentant la participation togolaise année 1972 au fonctionnement de cet organisme.

La dépense est imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 41, article 1, paragraphe 8.

## MINISTERE DE L'EDUCATION NATIONALE

### Nomination

Décision n° 113/MEN du 25-4-72 — M. Gbadoé Kangni Antoine, inspecteur de l'enseignement primaire de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon, chef de la circonscription pédagogique de Tsévié, est nommé, cumulativement avec ses actuelles fonctions, inspecteur de la circonscription pédagogique de Tabligbo par intérim.

La présente décision prend effet à compter de la date de signature.

**SECRETARIAT D'ETAT A LA PRESIDENCE  
CHARGE DU COMMERCE, DU PLAN,  
DE L'INDUSTRIE ET DU TOURISME**

**Fixation du prix du sucre**

Arrêté n° 6-SECIP-DCIP du 28-4-72 — En ce qui concerne la fixation du prix du sucre, une dérogation est faite aux dispositions de l'arrêté n° 5-MCIT du 16 mars 1971 relatives aux marges bénéficiaires des produits et denrées alimentaires essentiels.

A compter de la date de signature du présent arrêté :

1) le prix de vente de gros du paquet d'un kg est fixé à 97 francs ;

2) le prix de vente de détail de ce même paquet est fixé à :

— 100 francs pour Lomé, Aného et Tsévié

— 101 francs pour Palimé

— 102 francs pour Atakpamé

— 103 francs pour Sokodé

— 104 francs pour Dapango.

Tous ces prix s'entendent prix limites maxima.

Le présent arrêté prend effet à compter de la date de sa signature.

**MINISTRE DU TRAVAIL, DES AFFAIRES  
SOCIALES ET DE LA FONCTION PUBLIQUE**

**Promotions**

Arrêté n° 260-MFP du 20-4-72 — M. Lawson Blaise, agent technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de la statistique générale, est promu au grade d'agent technique de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 20 juillet 1970.

Arrêté n° 305/MFP du 28-4-72 — Sont promus au titre de l'année 1971, les fonctionnaires ci-après désignés appartenant au corps de la statistique générale :

*Premier semestre*

**CADRE DES AGENTS SPECIALISES**

*Au grade d'agent spécialisé de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*

*Pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1971*

Agbeko Christian, agent spécialisé de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Agbenouti Joachim, agent spécialisé de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Pour compter du 20 juin 1971*

Agoro Assoumanou

Taïrou Allassani

Daouda Salifou

Bonfoh K. Issifou

Segbedji Ignace

Giffa Arcade

Toro Cléophas

Liasou Dissou

agents spécialisés de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Deuxième semestre*

**CADRE DES INGENIEURS DES TRAVAUX STATISTIQUES**

*Au grade d'ingénieur des travaux de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*

*Pour compter du 29 septembre 1971.*

Aziaka Sébastien, ingénieur des travaux de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

**Intégrations**

Arrêté n° 251-MFP du 19-4-72 — Les agents contractuels et décisionnaires ci-après désignés relevant du ministère de l'économie rurale sont intégrés ainsi qu'il suit dans les cadres de la fonction publique :

A — *Corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits*

**CADRE DES INGENIEURS D'AGRICULTURE (catégorie A2)**

Boukari Aurératou

1-10-71 — ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 9m 9j A.C.

23-12-71 — ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

**CADRE DES INGENIEURS-ADJOINTS D'ELEVAGE  
(catégorie B)**

de Souza Hilaire

1-10-71 — ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 7a 4m 17j A.C.

1-10-71 — ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 5a 4m 17j A.C.

1-10-71 — ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 3a 4m 17j A.C.

1-10-71 — ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 1a 4m 17j A.C.

Fumey D. Antoine et Edjossan Joseph

1-10-71 — ingénieurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a 7m 11j A.C.

1-10-71 — ingénieurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 7m 11j A.C.

**CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES D'AGRICULTURE  
(catégorie C)**

Cakpo Kokou Thomas

1-10-71 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3a 6m A.C.

1-10-71 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1a 6m A.C.

Bitori Denis

1-10-71 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3a 2m 24j A.C.

1-10-71 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 1a 2m 24j A.C.

B — *Corps des fonctionnaires de l'administration générale*  
**CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS (catégorie A1)**

Hillah Ayi Georges

1-10-71 — administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (conserve l'ancienneté de 1 an).

**CADRE DES ATTACHES D'ADMINISTRATION  
(catégorie A2)**

Djadoo Antoine

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4a 2m 6j A.C.

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a 2m 6j A.C.

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2m 6j A.C.

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION  
(catégorie B)**

Tevi Séwa Henri

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 13a 3m A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 11a 3m A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 9a 3m A.C.



- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 7a 3m A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 5a 3m A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3a 3m A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 1a 3m A.C.

*C — Corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles*

**CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie B)**

Hadzi Jean

- 1-10-71 — adjoint technique 1<sup>er</sup> échelon + 1 an 7 mois A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 252-MFP du 19-4-72 — Les agents contractuels et décisionnaires ci-après désignés relevant du ministère de l'éducation nationale sont intégrés ainsi qu'il suit dans les cadres de la fonction publique :

*A — Corps des fonctionnaires de l'enseignement*

**CADRE DES SURVEILLANTS GENERAUX (catégorie B)**

Sanvee Noël

- 1-10-71 — surveillant général de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6a de bonification  
 1-10-71 — surveillant général de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4a de bonification  
 1-10-71 — surveillant général de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2a de bonification  
 1-10-71 — surveillant général de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée).

**CADRE DES INSTITUTEURS (catégorie B)**

Gayibor Marguerite

- 1-10-71 — institutrice de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 9m 21 jrs A.C.  
 11-12-71 — institutrice de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (A.E.),

Parbey Délia

- 1-10-71 — institutrice de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (conserve l'ancienneté acquise depuis la date de son engagement).

**CADRE DES PROFESSEURS DES COLLEGES D'ENSEIGNEMENT TECHNIQUE (catégorie B)**

Olympio Yaovi

- 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 9a 8m 23j A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 7a 8m 23j A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 5a 8m 23j A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 3a 8m 23j A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 8m 23j A.C.

Kekeh B. Maxime

- 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 6m 12j A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement technique de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6m 12j A.C.

**CADRE DES PROFESSEURS TECHNIQUES ADJOINTS (catégorie C)**

Dermann Moussa

- 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 8a 9m A.C.

- 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6a 9m A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4a 9m A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2a 9m A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 9m A.C.

Agbodan Bertin

- 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 10m 10j A.C.  
 1-10-71 — professeur d'enseignement techn. adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 10m 10j A.C.

**CADRE DES MAITRES-ADJOINTS D'EDUCATION PHYSIQUE (catégorie C)**

Lawson Victor

- 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 17a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 15a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 13a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 11a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 9a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 7a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 5a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3a 5m A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1a 5m A.C.

**CADRE DES INSTITUTEURS-ADJOINTS (catégorie C)**

Homawoo Kokou Charles et Mohamed Touré

- 1-10-71 — instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires

Gayibor Justine

- 1-10-71 — institutrice-adjointe de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 10m 4j A.C.  
 28-11-71 — institutrice-adjointe de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée).

*B — Corps de l'Administration Générale*

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (catégorie B)**

En attendant la publication du statut des fonctionnaires de l'administration scolaire et universitaire :

Moussa Aboudaré

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 2m 28j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2m 28j A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 254/MFP du 20-4-72 — Les agents décisionnaires ci-après désignés, relevant de la Présidence de la République et du ministère délégué à la Présidence de la République, sont intégrés ainsi qu'il suit dans les cadres de la fonction publique :

*A — Corps de l'Administration Générale*

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (catégorie B)**

Attivor Pierre

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

**CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (catégorie C)**

En attendant la publication du statut du cadre des archivistes :

Akakpo Daniel

- 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 7a 7m A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 5a 7m A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 3a 7m A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 1a 7m A.C.

*B — Corps des Fonctionnaires de l'Enseignement*

**CADRE DES MAITRES-ADJOINTS D'EDUCATION  
PHYSIQUE ET SPORTIVE (catégorie C)**

Ayivi Fandalor Charles

1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 8a 6m 26j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6a 6m 26j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4a 6m 26j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2a 6m 26j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6m 26j A.C.

Djasso Boukari

1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 5a 10j A.C.

1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3a 10j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 1a 10j A.C.

Ibrahim Afizou

1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 1m 12j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1m 12j A.C.

Salifou Touré Assoumaïla

1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 6a 10m 11j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 4a 10m 11j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> clas. 3<sup>e</sup> éch. + 2a 10m 11j A.C.  
 1-10-71 — maître-adjoint de 3<sup>e</sup> clas. 4<sup>e</sup> éch. + 10m 11j A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 256/MFP du 20-4-72 — Les instituteurs-adjoints ci-après désignés, admis au concours du certificat d'aptitude pédagogique (session de l'année 1970) sont intégrés dans les conditions suivantes dans le cadre des instituteurs (catégorie B) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 :

Nom et prénoms	ANCIENNE SITUATION (Catégorie C)	NOUVELLE SITUATION (Catégorie B)	A.C.
Abiassi Narcisse	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	1 an
Acolatse Charles	—	—	1 an
Apeli Pierre	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	2 ans
Agbale Jean	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	2 ans
Agbekodo M. Benoît	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	1 an
Agbo Têko Joseph	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an
Ahavi Eugène Raymond	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	institutrice de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 750)	1 an
Ajavon Rolland	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an 3 m
Aziankou Bikor Bernard	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	institutrice de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Géraldo Laure (née Messavussu)	institutrice-adjointe de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	institutrice de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Akakpo G. Gabriel	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Akpama Samuel	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 a 3 m
d'Almeida H. Camille	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Amegnran François	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	2 ans
Amouzougan Gabriel	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	3 mois
Amouzougan Martine	institutrice-adjointe de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	institutrice de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Anyinefa Basile	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	1 a 6 m
Atchon Georges	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Kudjoh Herman	instituteur-adjoint de classe exceptionnelle (indice 1.050)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 1.050)	5 ans
Boccpvi Félix Aurélien	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 a 11 m
Boutora Takpa Etienne	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an
Creppy Eko Antoine	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	—	1 a 3 m
Dissou Koffi Vincent	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	—	néant
Ekoue Emmanuel	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	2 ans
Dogbevi Vitus	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	2 ans
Dete D. A. Paul	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	2 ans
Dorkenoo Claire	institutrice-adjointe de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	—	néant
Evisson Gerson	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Gah Otto	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Hounkpati D. Paul	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an



Nom et prénoms	ANCIENNE SITUATION (Catégorie C)	NOUVELLE SITUATION (Catégorie B)	A.C.
Klévor Raphaël	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 650)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Konou K. Gilbert	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Lawson F. Bernadin	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Ayayi Emmanuel	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an
Kwassé K. Albert	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an
Lawson Christian	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Lawson B. Emmanuel	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Labilé A. Martin	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Missoh Vincent	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Mensah Augustin	instituteur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 933)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 953)	néant
Makouya G. François	instituteur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 900)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 950)	néant
Moumouni Assoumanou	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Moevi Ezéchiel	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Nyaku Norbert	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an 3 mois
Nassiguède Tchaouto Joseph	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	1 an
Obinaye Emmanuel	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 650)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Quadjovie Eloi	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	2 ans
Soga André	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 800)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 850)	néant
Tokpa Luc	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Aquitame Téléqui	instituteur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 1.000)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 1050)	néant
Téko Jean	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant

Les moniteurs ci-dessous désignés, admis au concours du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session de l'année 1970) sont intégrés ainsi qu'il suit dans les cadres des instituteurs-adjoints (catégorie C) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 :

Affo Idrissou	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	1 an
Kokou Elisabeth	monitrice de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 390)	institutrice-adjointe de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Agbezouhlon K. Emile	moniteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 470)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Agbodjan C. Florentia (née Seddoh)	monitrice de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 510)	institutrice-adjointe de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Agboyibor Léonard	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	2 ans
Atsou A. André	moniteur de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 390)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Attigbé Maurice	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 630)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 650)	1 an
Bocco-Théophile	moniteur de 2 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 470)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Boukpessi Victor	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	2 ans
Ekué Moïse	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	2 ans
Elekonawo Gabriel	moniteur de classe exceptionnelle (indice 670)	instituteur adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	1 an 6 mois
Essa Félix	moniteur de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 350)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Folikoué Claude	moniteur de classe exceptionnelle (indice 670)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	1 an
Kouvahey Appolonia	monitrice de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	institutrice-adjointe de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	4 mois
Lawson Dorcas	monitrice de classe exceptionnelle (indice 670)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	1 an
Melafo K. Prosper	moniteur de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 350)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Patchélé Maurice	—	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Pékélissa Germain	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	1 an
Adry A. Jean	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	2 ans
Tetckpoé Julienne	monitrice de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 530)	institutrice-adjointe de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	2 ans
Toma Sariki Robert	moniteur de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 310)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Tsogbé Edouard	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 630)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 650)	2 ans
Wemeouda Léonard	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 590)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 2 <sup>e</sup> échelon (indice 600)	1 an

Arrêté n° 257-MFP du 20-4-72 — Les instituteurs-adjoints ci-après désignés, admis au concours du certificat d'aptitude pédagogique (session de l'année 1969) sont intégrés dans les conditions suivantes dans le cadre des instituteurs (catégorie B) pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1970 :

Nom et prénoms	ANCIENNE SITUATION (Catégorie C)	NOUVELLE SITUATION (Catégorie B)	A.C.
Broohm D. Oscar .....	instituteur-adjoint de 1 <sup>re</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 900)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 950)	néant
Amoussou Placide .....	instituteur-adjoint de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	1 an
Fiaty William .....	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 700)	instituteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 750)	néant
Les moniteurs ci-dessous désignés, admis au concours du certificat élémentaire d'aptitude pédagogique (session de l'année 1969) sont intégrés ainsi qu'il suit dans le cadre des instituteurs-adjoints (catégorie C) pour compter du 1 <sup>er</sup> janvier 1970 :			
Aguey Zinsou Christian .....	moniteur de 2 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 430)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant
Amegnran Alphonse .....	moniteur de 1 <sup>re</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 630)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 3 <sup>e</sup> échelon (indice 650)	1 an
Amoussou Joseph .....	moniteur de 3 <sup>e</sup> classe 4 <sup>e</sup> échelon (indice 390)	instituteur-adjoint de 3 <sup>e</sup> classe 1 <sup>er</sup> échelon (indice 550)	néant

Arrêté n° 259-MFP du 20/4/72 — M.M. Gotha Chrétien et Sossoe A. Joseph, agents techniques de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (indice 700) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui ont effectué avec succès un stage de formation professionnelle en République Fédérale d'Allemagne, sont intégrés dans la hiérarchie supérieure en qualité de contrôleurs techniques de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750) pour compter du 24 septembre 1971 (ancienneté conservée : néant).

Arrêté n° 271-MFP du 21/4/72 — Les agents contractuels et décisionnaires ci-après désignés relevant du ministère des finances, de l'économie et du plan sont intégrés comme suit dans les cadres de la fonction publique :

#### A — Corps de l'Administration Générale

##### CADRE DES ADMINISTRATEURS CIVILS (catégorie A1)

Denoo A. Jacob et Ametepe Hermann

1-10-71 — administrateurs civils de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> éch. stagiaires  
Ils conservent l'ancienneté acquise depuis la date de leur engagement.

##### CADRE DES ATTACHES D'ADMINISTRATION (catégorie A2)

Akakpo H. Antoine

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 11m 11j A.C.

21-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Sossah Boniface

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 8a 26j A.C.

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6a 26j A.C.

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4a 26j A.C.

1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2a 26j A.C.

1-10-71 — attaché d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 26j A.C.

#### CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (catégorie B)

AMEGANVIE Christian

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 6m 26j A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6m 26j A.C.

ZIADJI Mathieu

1-10-71 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 1150)

En attendant la publication du statut particulier du corps du personnel de secrétariat.

SALAH F. Monique

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 10m 3j A.C.

27-11-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (anc. épuisée).

#### CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (catégorie C)

DJANGBEDJA Koukoura François

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 8a 9m A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6a 9m A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4a 9m A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2a 9m A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 9m A.C.

#### CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION DE L'ADMINISTRATION GENERALE (catégorie D)

MARTELOT Christophe

1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 12a A.C.

1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 10a A.C.

- 1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 8a A.C.  
 1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 6a A.C.  
 1-10-71 — commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4a A.C.  
 1-10-71 — commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a A.C.  
 1-10-71 — commis d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée).

*B — Corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles*

**CADRE DES AGENTS DE MAITRISE (catégorie C)**

*WOMENOR Matéo*

- 1-10-71 — contremaître-adjoint de 1<sup>er</sup> échelon + 9a 4m 19j A.C.  
 1-10-71 — contremaître-adjoint de 2<sup>e</sup> échelon + 7a 4m 19j A.C.  
 1-10-71 — contremaître-adjoint de 3<sup>e</sup> échelon + 5a 4m 19j A.C.  
 1-10-71 — contremaître-adjoint de 4<sup>e</sup> échelon + 3a 4m 19j A.C.  
 1-10-71 — contremaître 1<sup>er</sup> échelon + 1a 4m 19j A.C.

*C — Corps des Fonctionnaires des Contributions Directes*

**CADRE DES AGENTS D'ASSIETTE (catégorie C)**

*Boccovi Gabriel*

- 1-10-71 — agent d'assiette de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 8a 5m A.C.  
 1-10-71 — agent d'assiette de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 6a 5m A.C.  
 1-10-71 — agent d'assiette de 2<sup>e</sup> clas. 3<sup>e</sup> éch. + 4a 5m A.C.  
 1-10-71 — agent d'assiette de 2<sup>e</sup> clas. 4<sup>e</sup> éch. + 2a 5m A.C.  
 1-10-71 — agent d'assiette de 1<sup>re</sup> clas. 1<sup>er</sup> échelon + 5m A.C.

Le présent arrêté a effet pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 277-MFP du 22/4/72 — Est et demeure rapportée la décision n° 572-MFP du 11 avril 1969 portant engagement.

M. Lawson A. Ezéchiél, agent décisionnaire, titulaire du certificat de fin d'études pour la sociologie de l'université de Belgrade (République Socialiste Fédérale de Yougoslavie), est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'administration (catégorie A2) dans les conditions suivantes :

- 1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a 5m 20j A.C.  
 1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 5m 20j A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 279-MFP du 22/4/72 — Les agents décisionnaires ci-après désignés en service à l'assemblée nationale sont intégrés ainsi qu'il suit, dans les cadres de la fonction publique :

*Corps de l'administrations générale*

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION**

(catégorie B)

*Nagbe T. Paul*

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + (4 ans de bonification)  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + (2ans de bonification)  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée)

(en attendant la publication du statut particulier du personnel de secrétariat) :

*Placca Christian*

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 12a 5m 15j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 10a 5m 15j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 8a 5m 15j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 6a 5m 15j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4a 5m 15j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a 5m 15j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 5m 15j A.C.

*Mensah Christophe et Ahyi Yvette Laure*

- 1-10-71 — secrétaires d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 280/MFP du 22-4-72 — Les agents décisionnaires ci-après désignés relevant du ministère du commerce de l'industrie et du tourisme sont intégrés ainsi qu'il suit, dans les cadres de la fonction publique :

*Corps de l'administration générale*

**CADRE DES ATTACHES D'ADMINISTRATION**

(catégorie A2)

*Hadzi Jules*

- 1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3 ans 10 mois A.C.  
 1-10-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1 an 10 mois A.C.  
 1-12-71 — attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION**

(catégorie B)

*Johnson Claude*

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3 ans 10 mois 11 jours A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1 an 10 mois 11 jours A.C.  
 20-11-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

*Nyatepe-Coo Emmanuel*

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3a 6m 12j A.C.  
 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1a 6m 12j A.C.

**CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS**

*Ayivor Simon*

- 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 9a 1m 14j A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 7a 1m 14j A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 5a 1m 14j A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 3a 1m 14j A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 1m 14j A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 281-MFP du 22-4-72 — M. Ahyi Michel, adjoint technique d'agriculture de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (catégorie C — indice 850) du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité d'ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (catégorie B — indice 850) pour compter du 15 avril 1972 — AC : 2 ans 9 mois et 14 jours.

M. Ahyi est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade — AC : 9 mois 14 jours.

Arrêté n° 282-MFP du 22-4-72 — Les décisionnaires ci-après désignés, relevant du ministère des affaires étrangères sont intégrés ainsi qu'il suit dans les cadres de la fonction publique :

*Corps des fonctionnaires du trésor*

**CADRE DES CONTROLEURS (catégorie B)**

Evoda Jean

1-10-71 — contrôleur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6a 2m A.C.

1-10-71 — contrôleur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4a 2m A.C.

1-10-71 — contrôleur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4a 2m A.C.

1-10-71 — contrôleur de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2m A.C.

*Corps de l'administration générale*

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (catégorie B)**

Kwadjosse François

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4a 7m 21j A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a 7m 21j A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 7m 21j A.C.

Lassey Victor

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 7a 8m A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 5a 8m A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 3a 8m A.C.

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 1a 8m A.C.

**CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (catégorie C)**

Nam Yobé Emmanuel

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6a A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 4a A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 2a A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Adjayi Dominique

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1a 4m 22j A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 283/MFP du 22-4-72 — M. Maman Allabah Michel, agent décisionnaire au salaire mensuel de vingt et un mille (21.000) francs est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de commis d'administration (catégorie D) dans les conditions suivantes :

1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 3m 11j A.C.

1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3m 11j A.C.

L'intéressé dont la rémunération nette est supérieure à celle résultant de la présente intégration en conservera le bénéfice jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, il atteigne un traitement égal ou supérieur.

Arrêté n° 284/MFP du 22-4-72 — M. Pérézi Kao Nestor, assistant de production de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C — indice 550) du corps des fonctionnaires de la radiodiffusion, qui a suivi avec succès un stage de journalisme radiophonique et télévisé à l'office de radiodiffusion — télévision française (ORTF) est intégré dans la hiérarchie supérieure en qualité de journaliste de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (chapitre 28, article 4 du budget général) pour compter du 2 janvier 1972.

Arrêté n° 285/MFP du 22-4-72 — M. Lawson Sigisbert, agent décisionnaire est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration dans les conditions suivantes :

1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 286/MFP du 22-4-72 — M. Forson Moïse, mécanographe contractuel est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif (catégorie C) dans les conditions suivantes conformément aux dispositions du décret n° 29-92 du 17 mai 1969 :

Mécanographe contractuel assimilé à l'indice 300 ancien = 473 nouveau

1-1-62 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (indice 550)

1-1-64 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

1-1-66 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

1-1-68 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

1-1-70 — adjoint administratif de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 287/MFP du 22-4-72 — Les agents décisionnaires ci-après désignés, relevant du ministère du travail, des affaires sociales et de la fonction publique sont intégrés ainsi qu'il suit dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale :

**CADRE DES ADJOINTS ADMINISTRATIFS (catégorie C)**

Badji Napo Cyprien

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 8a 6m A.C.

1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6a 6m A.C.

- 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4a 6m A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2a 6m A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6m A.C.

En attendant la publication du statut des fonctionnaires des affaires sociales :

Sankaredja Mélanie

- 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 3m 19j A.C.  
 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 3m 19j A.C.

#### CADRE DES COMMIS D'ADMINISTRATION (catégorie D)

Patheng Appolinaire

- 1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4a 12j A.C.  
 1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a 12j A.C.  
 1-10-71 — commis d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 12j A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 288/MFP du 22-4-72 — M. Tassou Kokou Léon, agent décisionnaire au salaire mensuel de trente-cinq mille (35.000) francs est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif (catégorie C) dans les conditions suivantes :

- 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 6m 18j ancienneté conservée.

Il conserve à titre personnel son salaire de décisionnaire jusqu'à ce que, par le jeu de l'avancement normal, atteigne un traitement égal ou supérieur.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 289/MFP du 22-4-72 — M. Bamezon Guy Antoine, dessinateur contractuel est intégré dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques industrielles en qualité de dessinateur-projecteur (catégorie C) dans les conditions suivantes, conformément aux dispositions du décret n° 69-92 du 17 mai 1969 :

Dessinateur contractuel, assimilé à l'indice 345 ancien = 556 nouveau

- 22-4-63 — dessinateur-projecteur adjoint 1<sup>er</sup> échelon (550/556)  
 22-4-65 — dessinateur-projecteur adjoint 2<sup>e</sup> échelon  
 22-4-67 — dessinateur-projecteur adjoint 3<sup>e</sup> échelon  
 22-4-69 — dessinateur-projecteur adjoint 4<sup>e</sup> échelon  
 22-4-71 — dessinateur-projecteur 1<sup>er</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 278-MFP du 22-4-72 — M. Napporn Ayi Olivier, préposé 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires des douanes, (catégorie D — indice 350) titulaire de la capacité en droit, est nommé contrôleur de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) pour compter du 1<sup>er</sup> mars 1972 (ancienneté conservée néant).

Il conserve son affectation actuelle.

Arrêté n° 290/MFP du 22-4-72 — En attendant la publication du statut particulier des agents de promotion sociale, Mme Laban B. Henriette, née Rolare, agent décisionnaire est admise comme suit dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoint administratif (catégorie C) :

- 1-10-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 1 an 9 mois 29 jours ancienneté conservée.  
 2-12-71 — adjoint administratif de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 293/MFP du 26-4-72 — Les agents décisionnaires ci-après désignés relevant du ministère de l'information, de la presse et de la radiodiffusion sont intégrés ainsi qu'il suit dans les cadres de la fonction publique :

#### Corps des fonctionnaires de la radiodiffusion

En attendant la publication du statut particulier du corps des fonctionnaires de l'information.

#### CADRE DES INGENIEURS DES TRAVAUX DE RADIODIFFUSION (catégorie A2)

Bedou Tobossi Claude

- 1-10-71 — ingénieur des travaux 1<sup>er</sup> échelon + 2a 9m 11j A.C.  
 1-10-71 — ingénieur des travaux 2<sup>e</sup> échelon + 9m 11j A.C.

#### CADRE DES CONTROLEURS TECHNIQUES (catégorie B)

Anani Cyrille

- 1-10-71 — contrôleur technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 8a 8m 23j A.C.  
 1-10-71 — contrôleur technique de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 6a 8m 23j A.C.  
 1-10-71 — contrôleur technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 4a 8m 23j A.C.  
 1-10-71 — contrôleur technique de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 2a 3m 23j A.C.  
 1-10-71 — contrôleur technique de 1<sup>ère</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 8m 23j A.C.

#### CADRE DES JOURNALISTES (catégorie B)

Dotse Théophile

- 1-1-71 — journaliste de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6a 10m 12j A.C.  
 1-10-71 — journaliste de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4a 10m 12j A.C.  
 1-10-71 — journaliste de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2a 10m 12j A.C.  
 1-10-71 — journaliste de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 10m 12j A.C.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 306/MFP du 28-4-72 — Mlle Birregah Adjérétou Philomène, agent permanent de 3<sup>e</sup> catégorie échelle C, Lauréate du Prix hors concours (artisanat-couture) à la foire exposition de Lama-Kara (1965) et qui a en outre suivi avec succès les cours de modéliste (mode féminine) au centre de formation professionnelle de Turin (Italie), est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550).

Elle conserve son affectation actuelle.

Le présent arrêté a effet au point de vue de l'ancienneté pour compter du 27 décembre 1970 et au point de vue de la solde pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972.

Arrêté n° 320-MFP du 3-5-72 — M. Mensah Emmanuel, agent d'exploitation 4<sup>e</sup> échelon, rayé des cadres de la République du Tchad, est admis dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications pour compter du 6 octobre 1971.

M. Mensah qui compte à cette date une ancienneté de 7 ans 9 mois et 5 jours dans son cadre d'origine est classé au grade d'agent d'exploitation de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (catégorie C-indice 700) et conserve une ancienneté de 1 an 9 mois et 5 jours.

M. Mensah est promu au grade d'agent d'exploitation de 1<sup>ère</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972 (ancienneté épuisée).

M. Mensah est mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux travaux publics chargé des Postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général).

Arrêté n° 323-MFP du 5/5/72 — Les agents contractuels et décisionnaires ci-après désignés relevant du ministère de la santé publique sont intégrés ainsi qu'il suit dans les cadres de la fonction publique :

*A — Corps du personnel Médical et Technique de la santé publique*

**CADRE DES SAGES-FEMMES (catégorie B)**

Modjinou, née Chardey Anastasie

- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4a 10j A.C.
- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2a 10j A.C.
- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 10j A.C.

Issaka, née Essien Odette

- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 3a 9m A.C.
- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 1a 9m A.C.

Yacobi Thérèse

- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 2a 10m 18j A.C.
- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 10m 18j A.C.

Zamba Cécile

- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 3a 2m 15j A.C.
- 1-10-71 — sage-femme de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 1a 2m 15j A.C.

**CADRE DES AGENTS TECHNIQUES (catégorie B)**

Acolatse Joseph

- 1-10-71 — agent tech. de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 12a 2m 4j A.C.
- 1-10-71 — agent tech. de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 10a 2m 4j A.C.
- 1-10-71 — agent tech. de 2<sup>e</sup> clas. 3<sup>e</sup> éch. + 8a 2m 4j A.C.
- 1-10-71 — agent tech. de 2<sup>e</sup> clas. 4<sup>e</sup> éch. + 6a 2m 4j A.C.
- 1-10-71 — agent tech. 1<sup>ère</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 4a 2m 4j A.C.
- 1-10-71 — agent tech. de 1<sup>ère</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 2a 2m 4j A.C.
- 1-10-71 — agent tech. de 1<sup>re</sup> clas. 3<sup>e</sup> éch. + 2m 4j A.C.

Ayité Justus et Johnson Comlanvi Alexandre

- 1-10-71 — agent techni. de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 4a 8m 15j A.C.
- 1-10-71 — agents tech. de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 2a 8m 15j A.C.
- 1-10-71 — agents tech. de 2<sup>e</sup> clas. 3<sup>e</sup> éch. + 8m 15j A.C.

Sitti Léopoldine

- 1-10-71 — agents tech. de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 4a 8m 15j A.C.
- 1-10-71 — agent tech. de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 3a 2m 16j A.C.

**CADRE DES ASSISTANTS MEDICO-SOCIAUX (catégorie B)**

Doe-Bruce, née Prince Agbodjan Victorine

- 1-10-71 — assistante médico-sociale de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 3a 10m 16j A.C.
- 1-10-71 — assistante médico-sociale de 2<sup>e</sup> clas 3<sup>e</sup> éch. + 1a 10m 16j A.C.
- 15-11-71 — assistante médico-sociale de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

**CADRE DES INFIRMIERS ET INFIRMIERES D'ETAT (cat. C)**

Salako Agnès

- 1-10-71 — infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> éch. + 7a 3m A.C.
- 1-10-71 — infirmière d'E at de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> éch. + 5a 3m A.C.
- 1-10-71 — infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> clas. 3<sup>e</sup> éch. + 3a 3m A.C.
- 1-10-71 — infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> clas. 4<sup>e</sup> éch. + 1a 3m A.C.

*B — Corps de l'Administration Générale*

**CADRE DES SECRETAIRES D'ADMINISTRATION (cat. B)**

En attendant la publication du statut particulier du personnel de l'administration des services médico-sanitaires :

Nunyakpe Vinétia

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> échelon + 1a 10m 3j A.C.

- 20-11-71 — Secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Atayi, née Agbekponou Cathérine

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> échelon + 1a 9m A.C.

Adogli Kossi Jean

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> clas. 1<sup>er</sup> échelon + 1a 5m 2j A.C.

Sant'Anna Maushine

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> clas. 2<sup>e</sup> échelon + 2a 3m 16j A.C.

- 1-10-71 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> clas. 3<sup>e</sup> échelon + 3m 16j A.C.

*C — Corps des Travaux Publics et des techniques Industrielles*

**CADRE DES AGENTS DE MAÎTRISE (catégorie C)**

Ayeva Zulkafil

- 1-10-71 — contremaître-adjoint 1<sup>er</sup> échelon + 5a 11m A.C.
- 1-10-71 — contremaître-adjoint 2<sup>e</sup> échelon + 3a 11m A.C.
- 1-10-71 — contremaître-adjoint 3<sup>e</sup> échelon + 1a 11m A.C.
- 1-11-71 — contremaître-adjoint 4<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

**Admissions**

Arrêté n° 261/MFP du 20-4-72. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 620/MFP du 28 octobre 1971.

M. d'Almeida Ayité Raymond, titulaire du diplôme de magister ès-sciences de l'institut d'économie nationale de Moscou (URSS) et du diplôme de l'institut africain de développement économique et de planification (I.D.E.P.) de Dakar (Sénégal), est intégré dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 17) pour compter du 11 juillet 1971.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 262/MFP du 20-4-72. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 235/MFP du 24 juin 1968 portant nomination.

M. Dzahini David, titulaire du certificat d'infirmier de l'Ecole d'Infirmier de l'Institut de Diaconesses Evangélique de Brème (Allemagne Fédérale) est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmier d'Etat (catégorie C) dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de la Santé publique, (chapitre 22, article 8, paragraphe 1 du budget général) :



- 10-7-68 — infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- 10-7-70 — infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 10-7-72 — infirmier d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 263/MFP du 20-4-72. — Est et demeure rapportée la décision n° 797/MFP du 28 juillet 1967 portant engagement.

Mme Sossou-Assogbavi Janine, monitrice d'enseignement ménager est admise dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur technique adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 8, paragraphe 3 du budget général).

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1972.

Arrêté n° 264/MFP du 20-4-72. — MM. Godo Amouzou Augustin et Akakpo Kokou Emile, titulaires du BEPC et du brevet d'études professionnelles (BEP) (spécialité comptable-mécanographe) sont, en attendant le statut particulier du personnel de secrétariat, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'adjoints administratifs de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 600) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 15 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 265/MFP du 20-4-72. — M. Tossou Ayao Bertin, licencié ès-lettres de l'université de Dakar (Sénégal), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A1 — indice 1300) et mis à la disposition du ministre de la jeunesse, des sports, de la culture et de la recherche scientifique (chapitre 6, article 7 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 292/MFP du 22-4-72. — Les candidats dont les noms suivent, admis au concours direct pour le recrutement de préposés ouvert par arrêté n° 102/MFP du 10 février 1972, sont nommés dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité de préposés de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux travaux publics chargé des postes et télécommunications (chapitre 18, article 5 du budget général) :

Afokpa Fortuné	Akondo Issifou
Balowa S. Gilbert	Djossé K. Fridolin
Patasse Samuel	Adodo Christine
Nyavo A. Augustin	Toko A. Prosper
Soussouahou K. Salomon	Akogo Seth
Sindjalim Donglam	Gbekou Béatrice
Patahoui Benoît	Assima K. Georges.

Sont nommés dans le corps des fonctionnaires des postes et télécommunications en qualité d'agents spécialisés de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie D — indice 270) et mis à la disposition du secrétaire d'Etat aux travaux publics chargé des postes et télécommunications, les candidats dont les noms suivent, admis au concours direct pour le recrutement d'agents spécialisés (chapitre 18, article 5 du budget général) :

Simtekpeati Maurice	Tonougnon A. Etienne
Maze André	Trekou Innocent
Avuglah K. Augustin	Kelar Jonas.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Décision n° 513-MFP du 22-4-72. — Sont déclarés définitivement admis au concours direct d'accès aux cadres des agents d'exploitation et des agents des I.E.M., les candidats dont les noms suivent :

#### Cadre des agents d'exploitation

Meba K. Louis	Nyamedji K. Pierre
Gbemou Mathieu	Djobo Z. Macaire
Elaba Mabissoué	Kpante Nabine.

#### Cadre des agents des I.E.M.

Adjima Jean	Awitor C. Jean
Codji K. Gabriel	Holade Justin.

Arrêté n° 294-MFP du 28-4-72. — M. Fred Jean-Dieudonné, docteur en médecine de l'université d'Etat Albert Ludwig de Freiburg-Brissgau (R.F.A.), est admis dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de médecin ordinaire 2<sup>e</sup> échelon (catégorie A 1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 2 mois lui est accordée pour ses services antérieurs dans le corps médical allemand du 1<sup>er</sup> avril 1970 au 31 janvier 1972 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 295-MFP du 28-4-72. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 3/MFP du 3 janvier 1972 portant nomination.

Mme Kponton Irma Nadouvi, titulaire du diplôme d'Etat d'infirmière, est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (budget autonome du centre hospitalier et universitaire de Lomé).

Une bonification d'ancienneté de 8 mois lui est accordée pour ses services antérieurs d'infirmière d'Etat à l'hôpital de Rohrbach de Heidelberg (R.F.A.) du 1<sup>er</sup> septembre 1970 au 30 septembre 1971 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 296-MFP du 28-4-72. — Les candidats dont les noms suivent, admis au concours direct ouvert par arrêté n° 607/MFP du 19 octobre 1971, sont agréés dans le corps des fonctionnaires du trésor en qualité de contrôleurs de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, article 14 du budget général) :

Badohoun Benjamin
Kudji K. Michel
Kuévi Simon.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 297-MFP du 28-4-72. — Les candidats dont les noms suivent, admis aux concours directs ouverts par arrêtés n°s 535/MFP et 536/MFP du 30 novembre 1971, sont nommés dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion dans les conditions suivantes et mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion :

Assistants de production de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) — chapitre 28, article 4 parag. 2

Pelei D. Albert	Hantz Armand
Abi Ernest	Lebke Abélé.

## Chapitre 28, article 4, paragraphe 1

Issifou Issa

agents techniques de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) — chapitre 28, article 4, parag. 2

Tekpolo K. Michel	Zado Raphaël
Gbedjagni Edoh	Bessewu K. Samuel.
Assimadi Michel	

Le présent arrêté prendra effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

Arrêté n° 298-MFP du 28-4-72. — Mme Tay Josiane Lyliane, titulaire du certificat d'auxiliaire de puériculture, est admise dans le corps des fonctionnaires du personnel médical et technique de la santé publique en qualité d'infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> classe, 2<sup>e</sup> échelon (catégorie C — indice 600) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 2 ans 8 mois lui est accordée pour ses services antérieurs dans le corps médical français, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Mme Tay est élevée au 3<sup>e</sup> échelon de son grade (A. C. 8 mois).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 299-MFP du 28-4-72. — Mme Fred, née Dosseh Dédé Sophie, titulaire du diplôme d'aptitude professionnelle de sage-femme de l'école de sage-femme de Dresde (République Démocratique d'Allemagne), est admise dans le corps du personnel médical et technique de la santé publique en qualité de sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750) et mise à la disposition du ministre de la santé publique (chapitre 22, article 5 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans et 6 mois est accordée à l'intéressée pour ses services antérieurs dans les services médicaux allemands du 1<sup>er</sup> novembre 1964 au 31 décembre 1971 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Sa situation administrative est reprise comme suit :

- sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4 a 6 m bonification
- sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2 a 6 m bonification
- sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 6 m bonification.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressée.

Arrêté n° 300-MFP du 28-4-72. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 523/MFP du 21 novembre 1968 portant nomination en ce qui concerne M. Ajavon Etienne Sébastien.

M. Ajavon Etienne Sébastien, titulaire du C.E.A.P. est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Une bonification de 4 ans et 8 mois lui est accordée pour ses services antérieurs d'instituteurs-adjoint titulaire dans l'enseignement privé catholique de 1961 à 1968 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Ajavon est reprise comme suit :

- 21-10-68 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon + 4 a 8 m bonification
- 21-10-68 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 2 a 8 m bonification
- 21-10-68 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 8 m bonification

21-2-70 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 301-MFP du 28-4-72. — Est et demeure rapportée en ce qui concerne M. Sokpolie Kodjo Charles, la décision n° 253/MFP du 1<sup>er</sup> mars 1972 portant engagement.

M. Sokpolie Kodjo A. Charles, diplômé de l'école polytechnique de Prague (Tchécoslovaquie), ex-machiniste-contremaître à Accra (Ghana), est admis dans le cadre des agents de maîtrise des travaux publics et des techniques industrielles en qualité de contremaître adjoint 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre des travaux publics, mines et transports (chapitre 18, article 6 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 4 ans 2 mois lui est accordée pour ses services antérieurs de machiniste auprès de la corporation agricole d'Accra (Ghana).

La situation administrative de M. Sokpolie est reprise comme suit :

- Contremaître-adjoint 1<sup>er</sup> échelon + 4 ans 2 mois bonification
- Contremaître-adjoint 2<sup>e</sup> échelon + 2 ans 2 mois bonification
- Contremaître-adjoint 3<sup>e</sup> échelon + 2 mois bonification.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 302-MFP du 28-4-72. — M. Tobolo Komivi Jean, titulaire du certificat de maîtrise (spécialité menuiserie) de la chambre de l'économie professionnelle d'Autriche, est admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité de professeur des collèges d'enseignement technique de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 8, paragraphe 2 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 303-MFP du 28-4-72. — M. Adjour Christophe, titulaire du diplôme d'Etat de laborantin d'analyses médicales de l'école du centre hospitalier universitaire d'Angers (France), est admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité d'attaché d'Administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie A 2 — indice 1100) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 9, paragraphe 8 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 304-MFP du 28-4-72. — M. Adadé Ekoué François, qui a suivi avec succès le stage de journalisme radiophonique et télévisé à l'office de la radiodiffusion télévision française — O.R.T.F. à Paris, est admis dans le corps des fonctionnaires de la radiodiffusion en qualité de journaliste de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'information, de la presse et de la radiodiffusion (chapitre 28, article 4, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 315-MFP du 3-5-72. — M. Afanou Komlan François, titulaire du diplôme du centre régional de formation des bibliothécaires de Dakar (Sénégal) et du certificat d'aptitude à l'exercice de la documentation de l'institut Ali

Bach Hamba de Tunis (Tunisie) est, en attendant la publication du statut particulier des bibliothécaires et des documentalistes, admis dans le corps des fonctionnaires de l'administration générale en qualité de secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B — indice 750) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 9, paragraphe 1 du budget général).

Une bonification d'ancienneté de 1 an 5 mois lui est accordée pour ses services antérieurs dans les bibliothèques françaises et sénégalaises, en application des dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service de l'intéressé.

Arrêté n° 316/MFP du 3-5-72. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 507/MFP du 15 novembre 1968 portant nomination.

M. Wottor Kossi Thomas, titulaire du diplôme de l'école professionnelle d'agriculture de Porto-Novo (Dahomey) est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture en qualité d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 4, paragraphe 4 du budget général) pour compter du 18 mars 1969.

Une bonification d'ancienneté de 6 ans lui est accordée pour ses services antérieurs auprès de la compagnie générale des oléagineux tropicaux du Sénégal, conformément aux dispositions de l'article 31 du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

La situation administrative de M. Wottor est reprise comme suit :

- 18-3-69 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- 18-3-71 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6 ans bonification
- 18-3-71 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4 ans bonification
- 18-3-71 — adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2 ans bonification
- 18-3-71 — adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 317/MFP du 3-5-72. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 622/MFP du 8 décembre 1970 portant nomination.

M. Allagio Koffi André Lucien, titulaire du diplôme d'ingénieur de l'académie d'agriculture de l'Ukraine de l'ordre du drapeau rouge du travail (URSS) master of sciences in agriculture est admis dans le corps des fonctionnaires de l'agriculture en qualité d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A 1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre de l'économie rurale (chapitre 20, article 16, paragraphe 1 du budget général).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 318/MFP du 3-5-72. — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 10-MFP du 3 janvier 1972 portant nomination.

M. Touvor Bénédicte, licencié ès-sciences économiques de l'institut d'économie nationale de Moscou (URSS) et qui a subi avec succès l'examen de fin de stage du cycle d'études de l'école nationale des impôts de Clermont Ferrand (France), est admis dans le corps des fonctionnaires des contributions directes en qualité d'inspecteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire (catégorie A 1 — indice 1450) et mis à la disposition du ministre des finances et de l'économie (chapitre 8, art. 11 du budget général) pour compter du 15 juillet 1971.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 322-MFP du 4-5-72. — Les candidats ci-après désignés, titulaires du B.E.P.C. ou de général certificate of education examination (ordinary level), sont admis dans le corps des fonctionnaires de l'enseignement en qualité d'instituteurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaires (catégorie C — indice 550) et mis à la disposition du ministre de l'éducation nationale (chapitre 26, article 7 du budget général).

Yaokorin S. Jacques	Alfa K. Sajifou
Ayassou K. Justin	Konzou Soulé
Edoh Y. Emmanuel	Gnandi Komlan
Tajdi Derman Fousséni	Kérim A. Ibrahim
Souley Abass	Kpadé G. Modesta
Kondza Nathaniel	Ouegnimaoua D. Pierre
Agbeda Tchaa	Kounke Kouami
Gnassounou P. Philippine	Etse K. Tobias.
Houndji Y. Firmin	

Le présent arrêté aura effet pour compter de la date de prise de service des intéressés.

### Titularisations et passages automatiques d'échelon

Arrêté n° 248-MFP du 18-4-72 — Mme Edorh Justine (née Kity), agent spécialisé, de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de la statistique générale, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 15 juin 1971 — AC : 1 an.

Arrêté n° 266-MFP du 20-4-72 — Les professeurs des collèges d'enseignement techniques stagiaires ci-après désignés du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont terminé l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté de un an :

3 janvier 1970

Nabroulaba Pierre, professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
1<sup>er</sup> décembre 1970

Tchédré Yao, professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
23 octobre 1970

Lamessi Ezzo, professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
20 septembre 1970

Logossou Nicolas, professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon  
Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade dans les conditions suivantes.

Nabroulaba Pierre

- 3.1.70 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an)
- 3.1.71 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Tchédré Yao

- 1-12.70 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an)
- 1-12.71 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Lamessi Ezzo

- 23-10.70 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an)
- 23-10.71 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

Logossou Nicolas

- 20-9-70 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (A.C. 1 an)
- 20-9-71 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> éch. (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 267/MFP du 20-4-72 — Les fonctionnaires ci-après désignés appartenant au corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi dans les conditions suivantes et conservent chacun une ancienneté de 1 an :

23 novembre 1969

Péré Elisabeth, professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie A1)

16 septembre 1969

Salifou Marc, professeur des collèges d'enseignement techniques de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B)

14 octobre 1969

Kondo Alidou, professeur des collèges d'enseignement techniques de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (catégorie B)

Les intéressés sont élevés à l'échelon supérieur de leur grade ainsi qu'il suit :

*PERE Elisabeth*

23-11-69 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an)

23-11-70 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

*SALIFOU Marc*

16-9-69 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an)

16-9-70 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

*KONDO Alidou*

14-10-69 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée 1 an)

14-10-70 — professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 268/MFP du 20-4-72 — M. Adékplovie Félix, inspecteur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires des douanes, qui a accompli l'année réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 15 novembre 1970 (ancienneté conservée 1 an).

M. Adékplovie est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 15 novembre 1971 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 269/MFP du 20-4-72 — M. Amévor Z. M. Théophile, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli réglementaire de stage, est titularisé dans son emploi pour compter du 22 décembre 1970 (ancienneté conservée 1 an).

M. Amévor est élevé au 3<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 22 décembre 1971 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 307/MFP du 28-4-72 — M. Issa Abdel, adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire du corps des fonctionnaires de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits, qui a accompli réglementaire de stage, est titularisée dans son emploi pour compter du 5 août 1969 — AC : 1 an.

M. Issa est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 5 août 1970 (ancienneté épuisée).

Arrêté n° 308/MFP du 28-4-72 — MM. Amouzou Emmanuel, professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie B) et Kpégo Lambert, professeur technique-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire (catégorie C) du corps des fonctionnaires de l'enseignement, qui ont accompli l'année réglementaire de stage, sont titularisés dans leur emploi pour compter du 15 janvier 1969 et conservent chacun une ancienneté de un an.

Les intéressés sont élevés aux échelons supérieurs de leur grade dans les conditions suivantes :

*AMOZOU Emmanuel*

15-1-69 — professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon — AC : 1 an

15-1-70 — professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

15-1-72 — professeur technique de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*KPEGOH Lambert*

15-1-69 — professeur technique-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon — (AC : 1 an)

15-1-70 — professeur technique-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

15-1-72 — professeur technique-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

Arrêté n° 326/MFP du 6-5-72 — Est et demeure rapporté en ce qui concerne M. Agbodjavou Kossi, professeur de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'enseignement, l'arrêté n° 240/MFP du 13 avril 1972 portant titularisation.

Décision n° 515/MFP du 28-4-72 — Sont constatés au titre du premier semestre 1972 et pour compter des dates ci-après, les passages automatiques à l'échelon supérieur de leur grade des fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'agriculture, de l'élevage, des eaux et forêts et du conditionnement des produits :

*Agriculture*

*Cadre des ingénieurs d'agriculture (catégorie A1)*

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur principal*

1-1-72 — Gassou Anani Ernest, ingénieur principal 2<sup>e</sup> échelon

*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe*

4-1-72 — Akoegnon D. Charles,

10-6-72 — Sobah Koffi François  
ingénieurs de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*Cadre des ingénieurs (catégorie A2)*

*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe*

1-1-72 — Da Silveira Léon

2-5-72 — Pedanou Comlavi Noël

2-5-72 — Homevor K. Augustin

13-5-72 — Olympio Victor  
ingénieurs de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*Cadre des ingénieurs-adjoints (catégorie B)*

*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

1-3-72 — Messan Tétévi Alexandre, ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

1-1-72 — Sodji Michel

1-1-72 — Assoumanou Blaise

1-1-72 — Gbatchesi Céphas

1-4-72 — Tsolenyanu Kossi Stanislas

1-4-72 — Ahonsou Ankou Etienne

6-5-72 — Gnemagna K. Louis

Ingénieurs-adjoints de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

27-6-72 — Saibou F. Derman, ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

*Cadre des adjoints techniques (catégorie C)*

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique principal*

1-1-72 — Napporn K. Théophile, adjoint technique principal 2<sup>e</sup> échelon

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe*

- 1-1-72 — Gnofam Bertin  
 1-1-72 — Géraldo Raïmy  
 1-1-72 — Djambédja Georges  
 1-1-72 — Agbodjan Prince Thomas  
 15-3-72 — Sossah Séverin

Adjoints techniques de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe*

- 1-2-72 — Ahamadah Ferdinand  
 1-2-72 — Abdoulaye Idrissou  
 16-4-72 — Adzafui Yao Pierre  
 1-5-72 — Bodjona François

Adjoints techniques de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

- 6-1-72 — Kpemboule Laré  
 6-1-72 — Ayayi A. Edouard  
 6-1-72 — Amenouwe Benjamin

Adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

- 4-1-72 — Mossiyamba Ali  
 16-3-72 — Biliwa A. Jacques  
 16-3-72 — Toro A. Laurent  
 16-3-72 — Oklouvi Emmanuel  
 25-4-72 — Salandja Célestin

Adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*Cadre des préposés (Catégorie D)**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de préposé principal*

- 1-1-72 — Napoe Kpandja, préposé principal 2<sup>e</sup> échelon

**ELEVAGE***Cadre des vétérinaires inspecteurs (Catégorie A1)**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de vétérinaire inspecteur en chef*

- 1-1-72 — Salami A. Ganyou, vétérinaire-inspecteur en chef 2<sup>e</sup> échelon

*Cadre des ingénieurs (Catégorie A2)**Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe*

- 1-1-72 — Amoussou Salomon, ingénieur de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur de 2<sup>e</sup> classe*

- 1-1-72 — Agboton Sylvestre  
 1-1-72 — Aouissi Moukaila Pierre  
 1-1-72 — Sedouh Georges

Ingénieurs de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*Cadre des ingénieurs adjoints (Catégorie B)**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieurs adjoints de 2<sup>e</sup> classe*

- 1-1-72 — Gnassounou Pierre, ingénieur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe*

- 1-1-72 — Alia Aurélien  
 1-1-72 — Koutcho Alfred

Ingénieurs adjoints de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*Cadre des adjoints techniques (Catégorie C)**Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

- 1-1-72 — Nibombe Waké  
 10-1-72 — Soglo Dédolo  
 1-1-72 — Gounamina B. Jean  
 1-1-72 — Tchakala Souleymane Traoré  
 1-2-72 — Agbodjan Prince Jean  
 10-1-72 — Matchame Albert

Adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

- 1-1-72 — Dermani Moussa  
 1-1-72 — Yérima Philippe  
 1-6-72 — Laré K. Joseph

Adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon*Cadre des infirmiers (Catégorie D)**Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'infirmier principal*

- 1-1-72 — Amadou Abdou  
 1-1-72 — Tayede Assoumanou  
 1-1-72 — Tanoaga Niamgoulam  
 1-1-72 — Komba'é Mipam

Infirmiers principaux 2<sup>e</sup> échelon*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'infirmier de 2<sup>e</sup> classe*

- 10-3-72 — Aguidi Pierre  
 10-3-72 — Thita Thomas  
 10-3-72 — Folly Gustave

Infirmiers de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon**EAUX ET FORETS***Cadre des ingénieurs-adjoints (Catégorie B)**Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe*

- 14-3-72 — Dogbe Thomas, ingénieur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté épuisée)

**CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)***Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique principal*

- 1-1-72 — Noviho A. Anoiné, adjoint technique principal 1<sup>er</sup> échelon

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe*

- 1-1-72 — Folly Jean, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon  
 1-1-72 — Kanda Gabriel, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

*Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe*

- 15-3-72 — Similiwa Djato, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon

*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

- 17-1-72 — Mama Soulé  
 2-2-72 — Baite René  
 15-3-72 — Eklou Têté William

adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

- 1-1-72 — Agbemape Nicodème  
 1-1-72 — Sama K. Cléophas  
 1-1-72 — Wilson Nathaniel  
 1-1-72 — Boulouffi Albert  
 30-1-72 — Dzedou Henri  
 1-3-72 — Govin K. Benjamin  
 1-5-72 — Dego Lazarre

Adjoints techniques de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon**CADRE DES PREPOSES (catégorie D)***Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de préposé principal*

- 1-1-72 — Bossou Fado Mathias, préposé principal 2<sup>e</sup> échelon

*Au 3<sup>e</sup> échelon du grade de préposé de 1<sup>re</sup> classe*

- 1-1-72 — Mensah Paul, préposé de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

*Conditionnement des produits***CADRE DES ADJOINTS TECHNIQUES (catégorie C)***Au 2<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe*

- 1-1-72 — Apelete David, adjoint technique de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon



*Au 4<sup>e</sup> échelon du grade d'adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe*

22-2-72 — Kouadje Téklé Pierre, adjoint technique de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

Décision n° 516-MFP du 28-4-72 — M. Schuppius William, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 10 janvier 1972 (ancienneté épuisée).

Décision n° 517-MFP du 28-4-72 — Sont constatés comme suit, les passages automatiques d'échelon de M. Eklo Michel, administrateur civil en service au ministère des Affaires étrangères :

- 31-1-68 — administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon
- 31-1-70 — administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon
- 31-1-72 — administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

**Régularisation de situations administratives**

Arrêté n° 270-MFP du 20-4-72 — Est annulé l'arrêté n° 465-MFP du 28 octobre rapportant l'arrêté n° 427-MFP du 11 octobre 1968 portant intégration de M. Gbegnedji Boniface dans le corps des fonctionnaires des travaux publics et des techniques indus riels en qualité d'adjoint technique mécanicien principal 1<sup>er</sup> échelon.

La situation administrative de M. Gbegnedji est régularisée comme suit :

- 1-10-68 — adjoint technique principal 1<sup>er</sup> échelon (A.C. 1 an 6 m.)
- 1-4-69 — adjoint technique principal 2<sup>e</sup> échelon
- 1-4-71 — adjoint technique principal 3<sup>e</sup> échelon.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 309-MFP du 28-4-72 — La situation administrative de M. Gumedzoe Georges, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon est reprise comme suit :

- 23-9-70 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon + 6 ans bonification
- 23-9-70 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon + 4 ans bonification
- 23-9-70 — instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon + 2 ans bonification.

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 310 MFP du 28-4-72 — Est et demeure rapporté l'arrêté n° 601-MFP du 18 octobre 1971 accordant bonification d'ancienneté.

Une bonification d'ancienneté de 2 ans est accordée à M. Lawson Teyi Emmanuel, greffier principal 1<sup>er</sup> échelon du corps du personnel judiciaire pour ses services antérieurs de greffier auprès du tribunal civil de grande instance de Blois (France) du 11 février 1956 au 26 février 1959 conformément aux dispositions de l'article 31 du décret 69-113 du 28 mai 1969.

M. Lawson est élevé au 2<sup>e</sup> échelon de son grade pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1971 (bonification épuisée).

Le présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 311-MFP du 28-4-72 — La situation administrative de M. Bonfoh Bassabi Boukari, secrétaire d'administration est révisée comme suit, au point de vue exclusif de l'ancienneté :

- 1-7-54 — commis d'administration adjoint de 3<sup>e</sup> classe

*Intégration au titre de la qualification professionnelle*

- 1-11-55 — commis de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté conservée : 10 m)

- 1-1-57 — commis de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

*Intégration à titre exceptionnel*

- 1-9-57 — secrétaire d'administration stagiaire (ancienneté conservée : 8 mois)

- 1-1-58 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée : 1 an)

- 1-1-59 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

- 1-1-61 — secrétaire d'administration de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon.

*Reclassement*

- 1-1-62 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon (ancienneté conservée : 1 an)

- 1-1-63 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon (ancienneté épuisée)

- 1-1-65 — secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon

- 1-1-67 — secrétaire d'administration principal 1<sup>er</sup> échelon.

- 1-1-69 — secrétaire d'administration principal 2<sup>e</sup> échelon

- 1-1-71 — secrétaire d'administration principal 3<sup>e</sup> échelon (+ 1 an bonification)

La présent arrêté a effet au point de vue de la solde pour compter de la date de sa signature.

Arrêté n° 319-MFP du 3-5-72 — La situation administrative de M. Etekpo Kasagné Théodore, surveillant du corps des fonctionnaires des chemins de fer est régularisée comme au point de vue exclusif de l'ancienneté :

- 1-1-70 — surveillant de première classe 2<sup>e</sup> échelon — AC : 5 ans 8 mois

- 1-1-71 — surveillant de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon — AC : 4 ans 8 mois

- 1-1-71 — surveillant principal 1<sup>er</sup> échelon — AC : 2 ans 8 mois

- 1-1-71 — surveillant principal 2<sup>e</sup> échelon — AC : 8 mois.

**Rappel à l'activité**

Arrêté n° 313-MFP du 28-4-72 — Mme Salami Agnès, sage-femme de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé publique, en disponibilité sans traitement, est rappelée à l'activité et remise à la disposition du ministre de la Santé publique pour compter du 1<sup>er</sup> novembre 1971 (chapitre 22, article 5 du budget général).

**Détachements**

Arrêté n° 244-MFP du 18-4-72 — M. Gayibor Dominique, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, précédemment en service au ministère du commerce de l'industrie et du tourisme est placé pour une période de cinq ans dans la position de détachement auprès de la société togolaise de marbrerie.



Pendant la durée de son détachement, les émoluments de l'intéressé ainsi que la contribution complémentaire à la caisse de retraites du Togo seront à la charge de la SOTOMA.

Il subira sur son traitement indiciaire de base la retenue de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> août 1970.

Arrêté n° 314-MFP du 3-5-72 — M. Amaïzo Louis, attaché d'administration de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, en service au ministère des Affaires étrangères, est placé dans la position hors cadre auprès de l'Organisation des Nations Unies pour l'Agriculture et l'Alimentation (FAO).

Durant cette période, les émoluments de M. Amaïzo sont à la charge de la FAO.

L'intéressé continuera à bénéficier dans cette position de ses droits à l'avancement et à la retraite conformément aux dispositions de l'article 73 (3<sup>e</sup> alinéa) du décret n° 69-113 du 28 mai 1969.

Il subira sur son traitement indiciaire de base, une retenue de 6%.

Le présent arrêté a effet pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972.

Arrêté n° 321-MFP du 4-5-72 — M. Togbé Jacques, administrateur civil de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, nommé ambassadeur extraordinaire et plénipotentiaire, représentant permanent de la République togolaise auprès de l'Organisation des Nations Unies à New York, est placé dans la position de détachement auprès du ministre des Affaires étrangères à compter du 5 avril 1972.

### Radiation

Arrêté n° 250-MFP du 18-4-72 — Les fonctionnaires du corps de l'enseignement ci-après désignés sont rayés du contrôle des effectifs de l'enseignement du premier degré pour compter du 1<sup>er</sup> avril 1972.

Alou Afiwoa Elisabeth, institutrice-adjointe de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire

Birregah Fabien, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire

Pelei D. Albert, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon stagiaire.

### Disponibilités

Arrêté n° 246-MFP du 18-4-72 — Mme Ayité Myrtille, infirmière d'Etat de 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé publique est placée, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de un an à compter du 1<sup>er</sup> avril 1972 conformément aux dispositions de l'article 96-b de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

Arrêté n° 253-MFP du 20-4-72 — M. Atayi A. Augustin, agent technique de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps du personnel médical et technique de la Santé publique est placé, sur sa demande, dans la position de disponibilité sans traitement pour une période de un an à compter du 20 mars 1972 en application des dispositions de l'article 95 (4<sup>e</sup> alinéa) de l'ordonnance n° 1 du 4 janvier 1968.

### Classements

Décision n° 511-MFP du 22-4-72 — Mme Ali Madeleine Christiane, agent d'administration au salaire mensuel de douze mille (12.000) francs est classée à la 5<sup>e</sup> catégorie échelle A des agents permanents.

La présente décision a effet au point de vue salaire pour compter de la date de sa signature.

Décision n° 512-MFP du 22-4-72 — Mlle Awitina Sylvana, femme de charge permanente de 1<sup>re</sup> catégorie échelle D, en service au jardin d'enfants du quartier des Etoiles, est rangée dans la catégorie des monitrices de clos d'enfants.

L'intéressée, titulaire du CEPE est classée à la 2<sup>e</sup> catégorie échelle A des agents permanents.

La présente décision a effet pour compter de la date de sa signature.

### Retraite

Arrêté n° 324-MFP du 5-5-72 — Mme Kpodar Cécile, institutrice principale 1<sup>er</sup> échelon, en service à l'inspection primaire de Lomé, est admise sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> juillet 1972 en application des dispositions de l'article 6-1<sup>er</sup> de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 325-MFP du 5-5-72 — M. Kinvi Ayi Léonard, contremaître de 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires du réseau des chemins de fer, est admis sur sa demande à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> octobre 1972 en application des dispositions de l'article 4 (nouveau) 5<sup>e</sup> de la loi n° 63-18 du 21 novembre 1963.

Arrêté n° 327-MFP du 9-5-72 — M. Tèvi Sewa Henri, secrétaire d'administration de 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon du corps des fonctionnaires de l'administration générale, atteint par la limite d'âge, est admis à faire valoir ses droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1972.

### Rectificatifs

RECTIFICATIF du 18-4-72 — à l'arrêté n° 475-MFP du 24 août 1971 portant admission à la retraite.

Les fonctionnaires ci-après désignés, atteints par la limite d'âge, sont admis à faire valoir leurs droits à une pension de retraite pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972 :

*Au lieu de :*

**ENSEIGNEMENT :**

Kwaku Patrice Simon, instituteur de 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon

*Lire :*

**ENSEIGNEMENT :**

Kwaku Patrice Simon, instituteur principal 1<sup>er</sup> échelon

Le reste sans changement.

RECTIFICATIF du 18-4-72 — à l'arrêté n° 659/MFP du 15 décembre 1970 portant promotion.

Sont promus au titre de l'année 1969, les fonctionnaires dont les noms suivent appartenant au corps de l'enseignement :

*Premier semestre*

*Cadre des instituteurs-adjoints (catégorie C)*

*Au grade d'instituteur-adjoint de 2<sup>e</sup> classe 1<sup>er</sup> échelon*

*Pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1969*

*Au lieu de :*

Dete Atsou Odo Jean, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Bello Tessi, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

*Lire :*

Dete Atsou Odo Paul, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon

Belto Tessi, instituteur-adjoint de 3<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon.

Le reste sans changement.

# MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES, DES TRANSPORTS,

ARRETE INTERMINISTERIEL N° 23/MTP/MFE du 2-5-72 portant approbation du tarif des droits du Port Autonome de Lomé.

LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES  
ET DES TRANSPORTS ET LE MINISTRE DES FINANCES,  
ET DE L'ECONOMIE,

Vu l'ordonnance n° 1 du 14 janvier 1967 ;  
Vu les ordonnances n°s 15 et 16 du 14 avril 1967 ;  
Vu l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 portant création du Port Autonome de Lomé ;  
Vu l'ordonnance n° 4 du 4 avril 1972 modifiant et complétant certaines dispositions de l'ordonnance n° 12 du 7 avril 1967 ;  
Sur proposition du conseil d'administration du Port Autonome de Lomé.

## ARRETEMENT :

Article premier — Seront perçus à l'importation et à l'exportation du clinker et du gypse, les taxes et les droits suivants

- Taxes sur les marchandises — par tonne spéciale CIMAO ..... 150 frcs cfa
- Droits de manutention — par tonne spéciale CIMAO ..... 85 frcs cfa

Art. 2 — Il est appliqué pour l'utilisation du matériel du Port mis à la disposition de la clientèle :

- Tracteur de 100 CV. par heure indivisible ..... 1.500 frcs cfa
- Remorque de 15 tonnes par heure indivisible ..... 1.000 frcs cfa
- Pousse wagon par heure indivisible .... 1.000 frcs cfa
- Diable par heure indivisible ..... 100 frcs cfa
- Benne par heure indivisible ..... 100 frcs cfa
- Traineaux par heure indivisible ..... 100 frcs cfa
- Elingues, filets, palettes par tonnes transbordée ..... 50 frcs cfa

— Art. 3 — Droits pour le triage des marchandises :

Seront perçus pour le triage des marchandises diverses en balles, caisses, cartons, fûts, sacs, etc ... par tonne indivisible .. 200 frcs cfa

Art. 4 — Droit de manutention — Chargement et Déchargement des wagons et véhicules routiers —

L'article 23 du décret n° 68-93 du 8 mai 1968 est modifié comme suit :

- Bois agrumés ..... 300 frcs par tonne
- Bois sciés ..... 500 frcs par tonne
- Colis encombrants (moins de 200 kg/m<sup>3</sup>) ..... 1.000 frcs par tonne
- Colis lourds (jusqu'à 8 T) .... 600 frcs par tonne
- Colis lourds (de plus de 8 t.) .. 1 000 frcs par tonne
- Colis postaux ..... 500 frcs par tonne
- Coton en ballots ..... 450 frcs par tonne
- Sacs vides en balles ..... 300 frcs par tonne
- Ferailles (en vrac) ..... PM (t. sp.)
- Marchandises en sac ..... 250 frcs par tonne
- Marchandise frigorifique ..... 500 frcs par tonne
- Marchandises dangereuses, inflammables et explosives .... 800 frcs par tonne
- Matériels et matériaux de construction ..... 350 frcs par tonne
- Tôles, tubes, rails de fer ..... 350 frcs par tonne
- Véhicules jusqu'à 5 t. .... 1.500 frcs par unité
- Véhicules de plus de 5 t. .... 5.000 frcs par unité
- Divers non repris aux autres catégories ..... 400 frcs par tonne
- Huiles en fût ..... 350 frcs par tonne

Art. 5 — Tarif container

- § 1 — Seront perçus pour la manipulation des containers de sous-palan jusqu'au point de stockage en terre-plein et inversement, par container vide ou plein ..... 3.500 frcs cfa
- § 2 — Seront perçus pour le transport des containers Port/ville Port/ (plein ou vide par container, ..... 18.000 frcs cfa (dont 15.100 frcs cfa pour client et 2.900 frcs cfa pour propriétaire).
- § 3 — Seront perçus pour le transport des containers en ville, d'une firme à l'autre, par container, client ..... 3.000 frcs cfa
- § 4 — Seront perçus pour le transport des containers en ville, d'une firme à l'OPAT/Port — par container ..... 3.000 frcs cfa
- § 5 — Seront perçus pour le transport des containers pleins dans la zone portuaire — OPAT/Port — par container ..... 3.000 frcs cfa
- § 6 — Le tarif des autres opérations extérieures ou non prévues sera à fixer selon disponibilité et distances
- § 7 — Seront perçus pour l'empilage ou dépotage des containers, par container ..... 7.500 frcs cfa
- § 8 — Stockage des containers, pleins ou vides, opérations sans franchise :  
— du 1<sup>er</sup> au 5<sup>e</sup> jour par container et jour ..... 500 frcs cfa

- du 6<sup>e</sup> au 15<sup>e</sup> jour par container et jour ..... 2.000 frcs cfa
- A partir du 16<sup>e</sup> jour par container et jour ..... 2.000 frcs cfa

#### § 9 — Responsabilité du Port Autonome de Lomé —

Hormis le cas où une disposition formelle d'ordre publique s'opposerait en tout ou en partie à l'application des conditions ci-après, auquel cas elles seraient, mais dans cette mesure seulement, considérées comme non écrites, la responsabilité du Port ne sera présumée que dans le seul cas de disparition totale du container. L'indemnisation à laquelle pourra être tenu le Port ne pourra excéder le montant effectif et dûment établi du dommage direct, sans pouvoir dépasser par ailleurs, par container (contenu compris) ....., tous droits et pénalités éventuels compris.

Le présent paragraphe est établi en considération essentielle de l'étanchéité et de l'invulnérabilité des containers, qualités fondamentales de ce matériel dont le Port n'a pas à y répondre.

Art. 6 — Le directeur du Port Autonome de Lomé est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 2 mai 1972

Le ministre des travaux publics, des mines et des transports

A. Mivedor

Le ministre des finances et de l'économie

J. Tèvi

ARRETE N° 24-MTP du 13-5-72 fixant les modalités d'application du décret n° 71-207 du 18 novembre 1971 créant une direction de la météorologie nationale.

#### LE MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS, DES MINES ET DES TRANSPORTS.

Vu les ordonnances nos 15 et 16 du 14 avril 1967 ;

Vu l'arrêté n° 434 du 21 août 1932 fixant l'organisation, le fonctionnement et les attributions du service météorologique du Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents ;

Vu la loi n° 64-18 du 11 juillet 1964 portant adhésion de la République togolaise à la convention de Saint-Louis et à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar ;

Vu l'article 10 et l'article 12 de la convention de Saint-Louis ;

Vu la convention fixant les conditions d'application de l'article 23 des statuts de l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar aux personnels de la République togolaise ;

Vu le contrat particulier passé entre la République togolaise et l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar, notamment le chapitre II — titre II, ensemble les textes modificatifs additifs subséquents ;

Vu le décret n° 71-207 du 18 novembre 1971 portant création d'une direction de la météorologie nationale, notamment l'article 8 ;

Le ministre des travaux publics, des mines et des transports ;

#### A R R E T E :

Article premier — La direction de la météorologie nationale, créée par le décret n° 71-207 du 18 novembre 1971 est chargée :

a) — de l'élément central (chefferie) et de la gestion du service météorologique de la République togolaise ;

b) — du réseau synoptique, stations de toutes catégories, avec ses besoins en personnel nécessaire pour son fonctionnement ;

c) — du réseau climatologique et pluviométrique.

Art. 2 — La liste des stations des réseaux visés à l'article 1<sup>er</sup> et le personnel nécessaire est donnée en annexe.

Art. 3 — Sont reprises par la République togolaise toutes les activités météorologiques confiées à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar au compte de l'article 10 de la convention de Saint-Louis.

Art. 4 — L'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar verse jusqu'à la fin de l'exercice budgétaire 1972, aux fonctionnaires togolais mis antérieurement à sa disposition : Traitements, allocations familiales, et indemnités : prime d'assiduité et de ponctualité, indemnités de technicité et de sujétion aéronautique prévue à l'article 1<sup>er</sup> du décret n° 69-230 du 5 décembre 1969.

Art. 5 — La prise en charge par la direction de la météorologie nationale des biens et installations météorologiques confiés au titre de l'article 10 de la convention de Saint-Louis à l'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar par le présent arrêté fera l'objet d'un procès-verbal contradictoire de remise.

Art. 6 — L'agence pour la sécurité de la navigation aérienne en Afrique et à Madagascar prend toutes mesures nécessaires relatives à la réception, à la transmission et à l'exploitation à des fins aéronautiques et synoptiques des messages météorologiques en ce qui concerne les observations effectuées sur le territoire national togolais.

Art. 7 — En attendant le décret de nomination, M. Gustave Ahialéghédi, ingénieur de la météorologie de 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon assure les fonctions du directeur de la météorologie nationale.

Art. 8 — Le présent arrêté prend effet à compter de la date de signature.

Art. 9 — Sont abrogés tous arrêtés pris antérieurement en ce qu'ils ont de contraire aux dispositions du présent arrêté.

Art. 10 — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié au *Journal officiel* de la République togolaise.

Lomé, le 13 mai 1972

A. MIVEDOR

#### STATIONS auxiliaires climatologiques

Anié-Mono	Lomé-Ville
Dapango-Toaga	Niamtougou
Kandé-Agro	Nuatja
Klouto	Palimé
Kpéwa-Alédjo	Togoville

#### POSTES auxiliaires pluviométriques

Adéta	Ganavé
Afagna	Glékové
Agadji	Gobé
Agbélouvé	Guérin-Kouka
Agouévé	Kabou
Agou	Kandé-Hôpital
Akaba	Koudjavi
Aklakou	Kougnouhou
Akoumapé	Koussoumtou
Alédjo	Kouvé
Alokouégbé	Kpédji
Amou-Oblo	Kpéssi
Anécho	Lama-Kara
Assahoun	Malfacassa
Atitogon	Mandouri
Avévé	Mission-Tové
Baguida	Ogou-Klinko
Barkoissi	Ountivou
Bassari	Pagouda
Blitta	Sanguéra
Borgou	Saoudé
Chra	Sotouboua
Dapango-Ville	Takpamba
Elavagnon	Tchamba
Fassao	Tchékpo

Tchitchao  
Tététo  
Tokpli

Tomégbé  
Tsévié-Ville  
Yégué

#### STATIONS

*auxiliaires océanographiques*

Kpémé-Wharf

#### STATIONS SYNOPTIQUES

Mango  
Sokodé

Atakpamé  
Tabligbo

#### PERSONNEL

Tout le personnel météorologique togolais, sauf ceux qui seront temporairement mis à la disposition d'autres organismes et à l'ASECNA pour servir au centre de prévision et de transmission.

#### Remise à la disposition de la direction de la météo du personnel servant à l'ASECNA

Décision n° 171/MTP du 13-5-72 — Les fonctionnaires et agents d'administration dont les noms suivent, en service à la Représentation de l'ASECNA au Togo, sont mis à la disposition de la direction de la météorologie nationale pour compter de la date de signature :

Ahialégbédji Gustave, ingénieur Météo 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Hemou Joachim, adjoint technique 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Blivi Clément, adjoint technique 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon  
Creppy Léopold, adjoint technique 2<sup>e</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon  
Barben Berthe, assistante Météo 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon  
Lawson Antoine, assistant Météo principal 3<sup>e</sup> échelon  
Boukary Eugène, assistant Météo 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon  
Bruce Henri, assistant Météo principal 3<sup>e</sup> échelon  
Gaba Cément, assistant Météo 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Lawson Marc, assistant Météo 1<sup>re</sup> classe 2<sup>e</sup> échelon  
N'Sougan Gabriel, assistant Météo 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Silete Jean, assistant principal, 2<sup>e</sup> échelon  
Mensah-Dzraku Michel, assistant 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Zekpa Antoine, assistant 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Locoh Emma, assistant 1<sup>re</sup> classe 1<sup>re</sup> échelon  
Noudoda Paul, assistant 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
Olympio Régine, assistante 1<sup>re</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
Pio Amidah Marcel, assistant 1<sup>re</sup> classe 1<sup>re</sup> échelon  
d'Almeida Innocent, assistant 1<sup>re</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Balikpo Laurent, agt spéc. ppl C. E.  
Klu Victor, agt. spéc. 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
Agbelekpo Alphonse, agt spéc. 2<sup>e</sup> classe 4<sup>e</sup> échelon  
Atigan Joseph, agt. spéc. 2<sup>e</sup> classe 3<sup>e</sup> échelon  
Assignon Stéphane, agent permanent hors catégorie  
Nyakpo Victor, agent permanent hors catégorie  
Alidou Thomas, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle B  
Agudze Manfred, agent permanent 4<sup>e</sup> catégorie échelle D  
Atsu Koffi Vincent, agent permanent 6<sup>e</sup> catégorie échelle D  
Aggli Louis, agent permanent 5<sup>e</sup> catégorie échelle D  
Agoro Aboudou, agent permanent 1<sup>re</sup> catégorie échelle B.

#### DIVERS

#### MINISTERE DELEGUE A LA PRESIDENCE CHARGE DE L'INTERIEUR

##### Agent d'Etat civil

Arrêté n° 67/INT/APA du 6-5-72 — Est constatée, pour compter du 1<sup>er</sup> juin 1971, la démission de ses fonctions offerte par M. Awadji Philippe, agent de l'état-civil du centre de Lama-Kara.

M. Tchonda Gabriel est nommé, pour compter du 1<sup>er</sup> janvier 1972, agent de l'état-civil pour le centre de Lama-Kara en remplacement de M. Awadi Philippe, démissionnaire.

L'intéressé percevra une indemnité payable, conformément aux prescriptions de l'article 4 du décret n° 62-89 du 2 juillet 1962 et à l'arrêté n° 49/INT/MF du 5 juillet 1963 et imputable au budget général, exercice 1972, chapitre 12, article 6.

Le chef de la circonscription administrative de Lama-Kara est chargé de l'exécution du présent arrêté.

#### MINISTERE DES FINANCES ET DE L'ECONOMIE

##### Vente de terrain

Arrêté n° 151-MFE-DOM du 28-4-72 — Est prononcée la résolution de la vente à la Chambre de Commerce du Togo de l'immeuble de six ares soixante onze centiares (6 as 71 cas) situé à Lomé en bordure de la rue du champ de courses, objet du titre foncier n° 59 du territoire du Togo, pour inobservation des clauses résolutives.

Ledit immeuble fait retour à la République togolaise, franc et libre de toutes charges.

Conformément aux charges et conditions fixées par le contrat de vente du 3 août 1936, la chambre de commerce ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Le receveur des domaines est chargé de l'exécution du présent arrêté.

##### Allocations scolaires

Décision n° 442/MF/MEN du 2-5-72 — Une allocation de 6.666 cfa (six mille six cent soixante six frs) est accordée à la mission protestante méthodiste d'Anécho pour servir de paiement des allocations de nourriture, habillement et fournitures scolaires à un élève boursier placé dans son établissement secondaire pour la période du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année 1971-1972 (octobre-novembre-décembre 1971), suivant détail ci-après :

1) — Collège protestant méthodiste d'Anécho : 1 DB	
20.000 x 1	= 6.666
3	
	TOTAL ..... 6.666

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphe 1.

Décision n° 445-MF-MEN du 2-5-72 — Une allocation de 313.326 cfa (trois cent treize mille trois cent vingt six francs) est accordée à la mission catholique du Togo pour servir de paiement des allocations pour nourriture, habillement et fournitures scolaires aux élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires pour la période du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année scolaire 1971-1972 suivant détail ci-après :

1) — Collège St Joseph Lomé = 1 BE + 5 DB	
40.000 X 1	= 13.333
3	
20.000 X 5	= 33.333
3	
Total	= 46.666 (UTB 30.010) ..... 46.666
2) — Collège NDA Lomé = 9 DB	
20.000 X 9	= 59.999 (UTB 30017) ..... 59.999
3	

3) — C.C. Mgr Cessou = 10 DB	
20.000 X 10	= 66.666 (CCP 03-37) ..... 66.666
3	
4) — Collège NDA Atakpamé = 2 DB	
20.000 X 2	= 13.333 (CCP 05-07) ..... 13.333
3	
5) — Collège Chaminate Lama-Kara = 4 DB	
20.000 X 4	= 26.666 (BNP 94-86) ..... 26.666
3	
6) — Collège Ste Adèle Lama-Kara = 8 DB	
20.000 X 8	= 53.333 (BNP 91-02) ..... 53.333
3	
7) — Collège St François Kandé = 1 DB	
20.000 X 1	= 6.666 (CCP 08-77) ..... 6.666
3	
8) — C.C. St Albert Atakpamé = 1 DB	
20.000 X 1	= 6.666 (BIAO 025.267/P) .... 6.666
3	
9) — C.C. St Pie X Tsévié = 1 DB	
20.000 X 1	= 6.666 (CCP 48-76) ..... 6.666
3	
10) — C.C. ND Sacré-Cœur = 2 DB	
20.000 X 2	= 13.333 (CCP 07-12) ..... 13.333
3	
11) — Collège St Augustin Togoville = 1 DB	
20.000 X 1	= 6.666 (BIAO 35-021859/W) ... 6.666
3	
12) — CCC Dapango (Filles) = 1 DB	
20.000 X 1	= 6.666 ..... 6.666
3	
TOTAL ..... 313.326	

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article 1, paragraphe 1.

Décision n° 446-MF-MEN du 2-5-72 — Une allocation de 66.666 cfa (soixante six mille six cent soixante six francs) accordée à la mission évangélique du Togo pour servir de paiement des allocations de nourriture, habillement et fournitures scolaires aux élèves boursiers placés dans ses établissements secondaires pour la période du 1<sup>er</sup> trimestre de l'année scolaire 1971 — 1972 (octobre — novembre — décembre 1971) suivant détail ci-après :

1) — Collège Protestant Lomé = 6 DB	
20.000 X 6	= 40.000 ..... 40.000
3	
2) — Collège Protestant Palimé = 4 BD	
20.000 X 4	= 26.666 ..... 26.666
3	
TOTAL ..... 66.666	

La dépense est imputable au budget général, exercice 1971, chapitre 41, article I, paragraphe I.

### Rôles

Arrêté n° 154/MFE/AI du 4-5-72 — Est approuvé et rendu exécutoire le rôle exercice 1972 ci-après.

### BUDGET DE CIRCONSCRIPTION

#### Circonscription de Nuatja

14 Taxe civique ..... 13.282.500

La date de mise en recouvrement du rôle ci-dessus s'élevant à la somme de treize millions deux cent quatre vingt deux mille cinq cents francs est fixé au 10 mai 1972.

Arrêté n° 155-MFE-AI du 4/5/72 — Sont approuvés et rendus exécutoires les rôles exercice 1972 ci-après.

### BUDGET GENERAL

#### Commune de Sokodé

24 B.I.C. (I.M.F.) ..... 463.421

#### Circonscription de Lama-Kara

25 B.I.C. (I.M.F.) ..... 83.197

#### Commune de Bassari

26 B.I.C. (I.M.F.) ..... 33.950

#### Circonscription de Dapango

27 B.I.C. (I.M.F.) ..... 207.804

788.372

La date de mise en recouvrement des rôles ci-dessus s'élevant à la somme de sept cent quatre vingt huit mille trois cent soixante douze francs est fixée au 10 mai 1972.

## PARTIE NON OFFICIELLE

### AVIS, COMMUNICATIONS ET ANNONCES

#### COMMUNIQUE DU MINISTRE DES TRAVAUX PUBLICS

Il est porté à la connaissance des entreprises de travaux publics que les appels d'offres lancés le 6 avril 1972 et concernant la construction de la maison de la radio de Lama-Kara et de la télévision à Lomé sont annulés.

En conséquence, les entreprises ayant déjà acheté les dossiers correspondants seront remboursés des frais engagés.

Pour tous renseignements complémentaires sur les modifications de ce remboursement s'adresser à la Direction des Travaux Publics Arrondissement Bâtiments.

### AVIS D'APPEL D'OFFRES

Le service des Travaux Publics fait appel à la concurrence pour la construction à Lomé d'un bâtiment des affaires économiques.

Les travaux sont divisés en 11 lots :

- Lot n° 1 Gros œuvre
- Lot n° 2 Revêtement sol
- Lot n° 3 Menuiserie
- Lot n° 4 Serrurerie
- Lot n° 5 Peinture
- Lot n° 6 Plomberie
- Lot n° 7 Conditionnement
- Lot n° 8 Electricité
- Lot n° 9 Téléphone
- Lot n° 10 Ascenseur
- Lot n° 11 VRD

Les candidats peuvent soumissionner pour un ou plusieurs lots.

Les soumissions devront parvenir avant onze heures locales (11 h) du jour fixé pour l'ouverture des plis qui aura lieu à la Présidence de la République à Lomé, salle de réunion de la Commission Consultative des Marchés à quinze heures locales le 9 août 1972.

Les dossiers peuvent être consultés à l'Arrondissement Bâtiment des Travaux Publics à Lomé.

Les dossiers d'appel d'offres peuvent être obtenus sur demande adressée à Monsieur DEROCHÉ Atelier d'Urbanisme et d'Architecture (AUA) 11, Rue Victor Hugo

BAGNOLET 93 — FRANCE

Cette demande doit être accompagnée d'un chèque de banque à libeller en Francs Français établi à l'ordre de Monsieur DEROCHÉ (AUA) pour un montant correspondant aux prix des dossiers définis ci-dessous.

Le chèque de Banque est un titre de paiement émis par une banque sur sa trésorerie propre et non sur le compte client.

Prix des dossiers (y compris le transport)

Lot n° 1 tous corps d'Etat (gros œuvre)	600 FF
Lot n° 2 Revêtement sol et murs	330 FF
Lot n° 3 Menuiserie	330 FF
Lot n° 4 Serrurerie	330 FF
Lot n° 5 Peinture vitrerie	330 FF
Lot n° 6 Plomberie	372,50 FF
Lot n° 7 Climatisation	342,50 FF
Lot n° 8 Electricité	367,50 FF
Lot n° 9 Téléphone	310,00 FF
Lot n° 10 Ascenseur	310,00 FF
Lot n° 11 VRD	342,50 FF

Pour tous renseignements complémentaires s'adresser à l'arrondissement bâtiments de la direction des travaux publics.

Lomé, le 6 mai 1972

Le directeur des travaux publics,

B. Dagadzi

#### AVIS D'APPEL D'OFFRES N° 1739-DGER-B

Il est lancé un appel d'offre pour la construction d'un centre de stockage céréalier à Togblékopé à 15 km au nord de Lomé. Les travaux sont estimés à 45 millions CFA et sont financés par le Fonds d'Aides et de Coopération et la République du Togo.

Les soumissions devront parvenir à M. le Président de la Commission Consultative des marchés (présidence de la République) à Lomé, au plus tard le mardi 11 juillet 1972 à 15 heures GMT.

L'ouverture des plis aura lieu le mercredi 12 juillet 1972 à 15 heures GMT.

Les exemplaires du dossier d'appel d'offres peuvent être retirés à la direction du génie rural B.P. 1463 — LOME-Togo

La concurrence est ouverte à égalité de conditions à toutes personnes physiques et morales ressortissantes des pays membres de la Communauté française ou des Etats ou territoires de la zone franc.

Lomé, le 12 mai 1972

Le directeur général de l'économie rural,

A. SEMA

Avis d'appel d'offres pour un projet financé par la République française (Fonds d'aide et de coopération) et par la République togolaise.

Le présent Appel d'Offres a pour objet la construction d'un Centre de Stockage Céréalier à Togblékopé à 15 km au Nord de Lomé.

Les travaux sont définis par le Cahier des Prescriptions Spéciales et les documents graphiques et écrits contenus dans le dossier d'Appel d'Offres.

Ils comprennent 2 lots :

— 1<sup>er</sup> lot = Terrassements et Génie Civil

— 2<sup>e</sup> lot = Installations mécaniques et électriques

Les variantes sont permises et plusieurs offres pour le 2<sup>e</sup> lot sont autorisées.

#### 1) DROITS DE DOUANE ET TAXES

Les fournitures, équipements, travaux de toute nature nécessaires à la réalisation du projet sont exonérés de tout prélèvement fiscal ou douanier, autre que les impôts sur les bénéfices.

#### 2) CAUTIONNEMENT

Il sera exigé un cautionnement de 3 % du montant du marché.

#### 3) DELAIS

Le délai d'exécution de l'ensemble des travaux est fixé à six mois (6).

#### 4) PARTICIPATION A L'APPEL D'OFFRES

Peuvent participer à cet Appel d'Offres à égalité de conditions les personnes physiques et morales ressortissantes des Etats Membres de la Communauté Française et Etats ou Territoires de la zone franc.

L'Administration se réserve le droit de ne pas donner suite à l'Appel d'Offres.

#### 5) FORME DES SOUMISSIONS

Les soumissionnaires devront obligatoirement présenter leur Offre suivant la solution administrative et sous la forme ci-dessous :

\* Dans une première enveloppe, fermée cachetée portant les mentions suivantes :

Nom et Adresse du soumissionnaire

Soumission

Lot n° .....

— La soumission sur papier libre en 3 exemplaires, suivant le modèle annexé, dûment remplie, datée et signée, toutes les pages étant paraphées.

— Le devis estimatif des travaux

— Un bordereau de prix

— La liste des sous-traitants proposés par l'Entrepreneur.

\* Dans une deuxième enveloppe portant la mention « Références » :

La liste des agents de maîtrise qui seront affectés à ces travaux.

— La liste des références techniques et financières.

— La liste des engins et matériels (caractéristiques et origines) en possession de l'Entreprise au moment de l'Appel d'Offres.

— La liste des engins et matériels (caractéristiques et origines) que l'Entreprise désire acquérir pour compléter son parc.

— L'état modèle « A » des engins et matériels à importer en admission temporaire en 6 exemplaires.

Ces deux enveloppes devront être fermées dans une troisième enveloppe, fermée et cachetée, portant la mention « Appel d'Offre pour la Construction d'un Centre de Stockage Céréalier à Togblékopé » et adressée à Monsieur le Président de la Commission Consultative des Marchés (Présidence de la République) à Lomé (Togo) à qui elle devra parvenir au plus tard le mardi 11 juillet 1972 à 15 heures GMT.

#### 6) DROIT DE TIMBRE ET D'ENREGISTREMENT

Tous les actes signés pour la mise en œuvre du projet seront exemptés de droit de timbre et enregistrés gratuits.

#### 7) CONSULTATION ET ACHAT DES DOSSIERS

Le dossier d'Appel d'Offres pourra être consulté à la Direction du Génie Rural 133, Boulevard Circulaire Lomé (Boîte Postale 1463) et être retiré contre 6 rouleaux de papier ozalid en 1,10 m ou contre un chèque barré d'un montant de 12.000 francs CFA libellé au nom de M. le Trésorier-payeur du Togo.

IMPRIMERIE EDITOGO — LOME

Dépôt légal n° 12